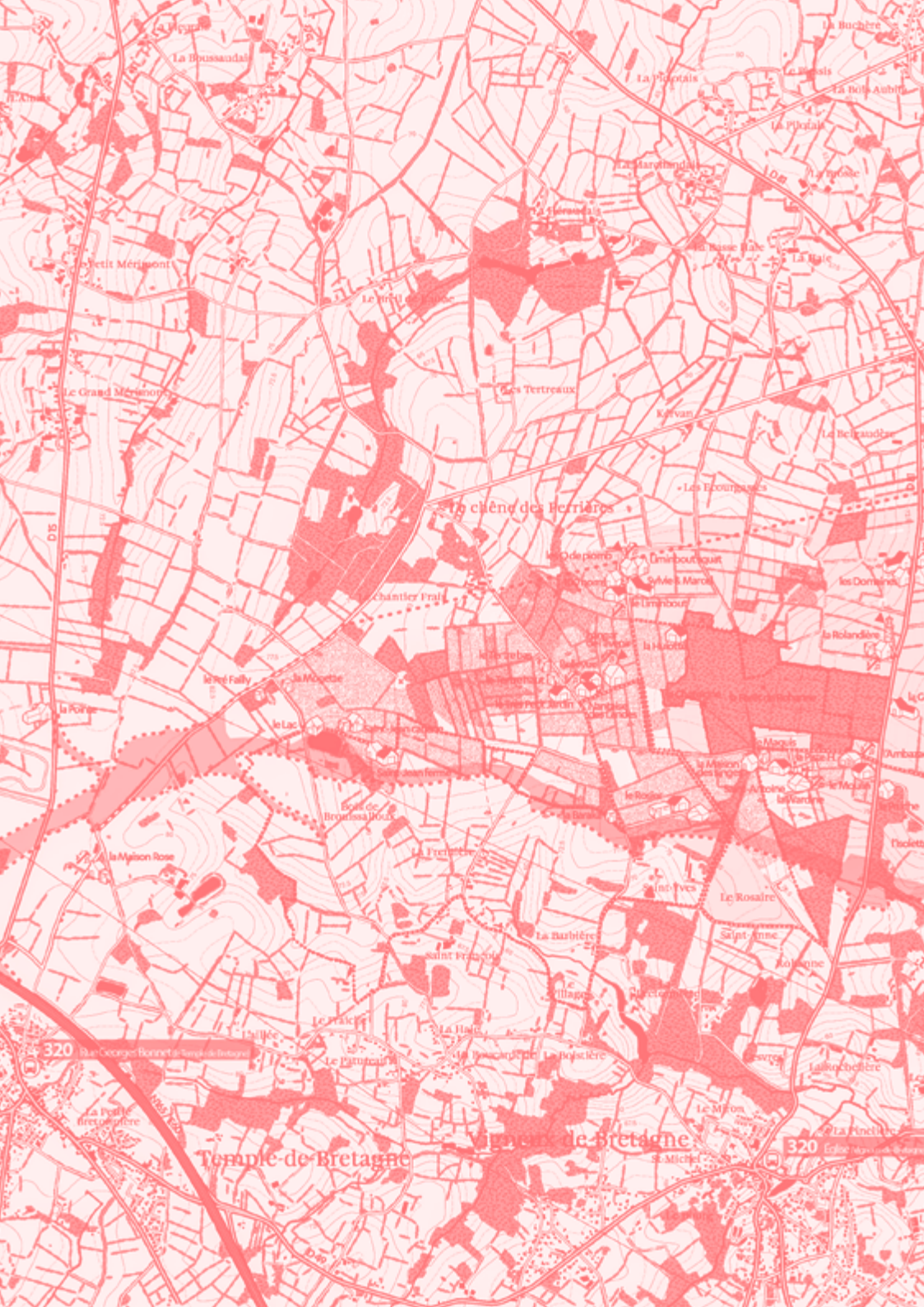




NOUVELLES DE LA ZAD

et du bocage résistant

8 ANS APRÈS
L'ABANDON
DE L'AÉROPORT



— pourquoi ce livret ?

Ce livret a été édité avec une carte du bocage à l'occasion du 8^e anniversaire de la victoire contre l'aéroport.

Il propose un bref historique du mouvement anti-aéroport et de la zad. Il s'attache avant tout à donner quelques idées de ce qui se vit ici 8 ans après que ce territoire ait été officiellement préservé du béton.

Vous y trouverez des nouvelles des lieux, usages et communs, des manières d'habiter, de cultiver, ritualiser et fêter, de s'organiser ou de se relier à des courants complices... On y rend compte de ce qui a pu se prolonger de l'expérience de décennies de résistances sur une zone humide en porosité avec bien des mondes. On y évoque ce qui a pu se consolider avec ses aléas et ses élans, ce qui demeure fragile et ce qu'il faut encore défendre

Ce livret a été fait grâce aux contributions de divers lieux et dynamiques sur la zad. Il se risque par ailleurs, au fil des pages, à quelques analyses sur certains des enjeux structurant nos usages du bocage.

Ce livret n'est pas la voix du mouvement ni du territoire, pas plus qu'une tentative d'en établir une vérité indiscutable... Il y a d'autres points de vue et bien d'autres récits possibles. Les divers paris politiques opérés au fil du temps par les habitant-es et usager-es de la zad sont par ailleurs encore en travail et mis à l'épreuve du réel. L'histoire qui en découle est loin d'être figée.

Pour se faire une idée de ce qui se vit actuellement ici, le mieux est probablement encore de se donner l'occasion de venir sur place. Nous imaginons donc que ces nouvelles puissent se feuilleter de loin comme on reçoit un bulletin, mais aussi accompagner des balades à travers le bocage ou ouvrir à des envies de faire ensemble. Il y a un tas d'infos pratiques en ce sens et de rendez-vous en puissance contenus dans ces pages.

Prenez les comme une invitation !

— aujourd'hui, la zad c'est :

un bocage imprégné par la lutte p.5

- ↳ un bocage préservé, avec des liens singuliers issus d'une longue histoire de lutte et une dynamique de construction de communs sur le long terme;

habiter le bocage de NddL et s'orienter de lieux en lieux p.17

- ↳ environ 200 personnes habitant-es du territoire à l'année dans une quarantaine de lieux de vie - souvent des espaces d'habitat conjugués à des espaces d'activités paysannes, sociales, artisanales, culturelles, politiques (...);

agricoler dans le bocage p.33

- ↳ 1000ha de terres agricoles dont 550ha dédiés à des activités paysannes issues du mouvement dont une vingtaine de fermes et autres collectifs engagés dans des pratiques agro-écologiques;

arts et travaux p.47

- ↳ des ateliers, des savoir-faire et des autonomies;

la prise en charge des communs haies et forêts p.53

- ↳ 50ha de forêt, 180 km de haies et de fortes attentions naturalistes;

ça (se) passe dans le bocage p.59

- ↳ des événements, fêtes, rites et coutumes, un espace d'appui aux luttes, des accueils de groupes et réseaux, des espaces de formation et de soin;

s'organiser dans le bocage p.69

- ↳ des assemblées d'usager-es et diverses instances d'organisation collectives pour entretenir des formes d'autogestion territoriale;

tenir la pression, ancrer la zad p.75

- ↳ une bataille politique et juridique toujours en cours pour stabiliser les activités et lieux face aux pressions politiques;

venir dans le bocage et s'en informer p.81

- ↳ de l'accueil et des liens pour suivre ce qui se passe dans le bocage, passer aux chantiers, événements (...);





UN BOCAGE IMPRÉGNÉ PAR LA LUTTE

Dans un territoire où chaque champ, chemin, carrefour, maison a été à ce point irrigué par la lutte, on ne pouvait donner des nouvelles du présent sans commencer par revenir sur l'histoire. On ne peut se repérer ici sans appréhender ce qui a été mutilé par l'État, protégé par des emballlements collectifs, ce qui a été construit pour faire face et la manière dont cela a été le fruit de rencontres au sein de la communauté de lutte.

Là encore, cette remise en contexte chronologique d'un large mouvement aux multiples protagonistes et rebondissements pendant plus de 50 ans est plus que partielle et forcément discutable. Elle s'attache néanmoins à donner quelques grands repères pour arriver jusqu'au présent.

— chronologie succincte du mouvement anti-aéroport et de la zad

années 60 / 70 – Les paysans contre la politique du vide

Né au début des années 1960, le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes rencontre immédiatement l'opposition du monde paysan. L'ADECA, association de défense des exploitants concernés par le projet d'aéroport naît en 1972. Elle lutte pour que la zone ne se vide pas et reste cultivée. Parallèlement, des comités d'action sont créés dans les bourgs alentours. La Loire-Atlantique est alors un des foyers du mouvement des paysans-travailleurs qui porte une dynamique de lutte de classe et organise de nombreuses actions directes contre l'accaparement des terres par les cumulards, dont des occupations de fermes et parcelles. C'est dans ces années aussi qu'une autre grande lutte territoriale et paysanne prend son essor à l'autre bout du pays contre un camp militaire sur le plateau du Larzac. La zad (zone d'aménagement différé de 1650 ha) est décrétée en 1974 et vise à mettre le territoire sous cloche en attendant le démarrage du

chantier aéroportuaire. Le projet est mis en veille dans les années 80 / 90 tandis que les mobilisations victorieuses contre les centrales nucléaires de Plogoff et du Pellerin à la fin des années 70 puis du Carnet dans les années 90 ancrent l'idée, dans la région, que des résistances populaires peuvent venir à bout de projets d'État.

années 2000 – « Ni ici ni ailleurs ! »



La relance du plan d'aéroport en 2000 provoque la création de l'ACIPA, association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport. D'abord axée sur la question des nuisances sur les populations environnantes, celle-ci élargit rapidement son discours en portant un « ni ici, ni ailleurs ». L'ACIPA mène un méticuleux travail de contre-expertise et d'information avec de nombreuses autres associations, mouvements politiques et syndicats. Ils portent une série de recours juridiques contre le projet, se mobilisent pour participer aux débats et enquêtes publics ; et organisent des événements rassembleurs tel un pique-nique estival annuel. Mais en février 2008 le projet est toutefois déclaré d'utilité publique.

2008 / 2010 – Zone À Défendre, contre l'aéroport et son monde !

En 2008 les *Habitants qui résistent*, groupe d'habitants de la zad décidé à aller au-delà des modalités d'actions plus conventionnelles, lancent un appel à venir « occuper la zad ». Alors que les fermes et longères sont progressivement rachetées et vidées de leurs occupant-es, les habitant-es qui résistent craignent qu'un territoire vidé de sa population soit facile à conquérir. À l'été 2009, le *Camp Action Climat* marque l'implication plus



forte dans la lutte de courants écologiques radicaux et anticapitalistes. Petit à petit, de nouveaux groupes s'installent dans des fermes ou construisent des cabanes, et rejoignent celles et ceux des Rosiers qui avaient ouvert un premier squat sur la zone en 2007.

2011 / 2012 – Vinci dégage, résistance et sabotage...

En mai 2011, un millier de personnes défilent fourches en main dans le bocage et défrichent un terrain pour y installer la ferme maraîchère du Sabot. La mise en œuvre du projet d'aéroport est accordée à l'entreprise Vinci. Avec la présence permanente des occupant-es sur la zad, les sabotages et résistances se multiplient face aux travaux préliminaires, aux études de « compensation écologique » et aux entreprises qui les portent. Au printemps 2012, des procès se succèdent contre les occupant-es et leurs

habitats. Les pressions, mesures d'expropriations et offres financières se multiplient vis-à-vis des propriétaires, locataires ou paysan·nes qui craquent ou tiennent bon. Le 24 mars, près de 10 000 personnes et plus de 200 tracteurs défilent dans Nantes, y amènent un peu du bocage et de premiers débordements. Quelques semaines plus tard, des opposants entament une grève de la faim qu'ils tiennent jusqu'à l'élection présidentielle. Le gouvernement s'engage alors à ne pas expulser les habitant·es et paysan·nes en situation légale avant l'écoulement d'un certain nombre de recours juridiques.

Hiver 2012/2013 – la défaite de César



Le 16 octobre débute une vague d'expulsion que la préfecture aura eu le génie de nommer « opération César » dans le pays d'Astérix. Celle-ci mobilisera jusqu'à 2000 gendarmes et policiers pendant plusieurs semaines. Une dizaine de maisons et cabanes squattées sont détruites, mais les occupants résistent et restent sur le terrain, portés par un vaste élan de solidarité dans la région et dans toute la France. Les agriculteurs et habitants légaux ouvrent leur portes aux squatters et à la faveur des nuits et de journées d'échauffourées, les routes et chemins sont barricadés et repris. Les cabanes installées en hauteur dans les arbres sont défendues.

Plus de 200 comités de soutien sont créés et organisent des actions contre les locaux et péages Vinci, les préfectures et les permanences du Parti Socialiste alors au pouvoir à l'époque. Le 17 novembre, une « manifestation de réoccupation » annoncée et préparée depuis plus d'un an en cas d'expulsion, attire plus de 40 000 personnes et 300 tracteurs. Elle aboutit à la construction en deux jours avec l'arrivée de maisons en kit et dans un grand chantier collectif de plusieurs nouveaux bâtiments pour la lutte : la Chat-teigne. C'est un tournant dans la perception nationale du mouvement et sa plus grande manifestation populaire à ce jour. Le 24 au soir, le gouvernement débordé et mis en échec sur le terrain sonne la fin de l'opération et le démarrage d'une commission du dialogue. Le lendemain,



40 tracteurs de COPAIN (collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport) viennent s'enchaîner autour de la Chat-teigne.

En même temps commence une occupation policière permanente des carrefours de la zad qui durera 5 mois avec des harcèlements quotidiens de toutes sortes des pelotons de gendarmes qui s'y relaient. Des dizaines

de nouvelles personnes s'installent et une grande période de reconstruction s'amorce avec l'appui des comités locaux des 4 coins du pays. Elles vont alors densifier leur allées venues et participations aux chantiers sur le territoire.

En janvier 2013, les organisations paysannes engagées dans la lutte occupent la ferme de Bellevue et ses terres. En avril, la commission du dialogue annonce sans surprise que l'aéroport devra bien finir par se faire nonobstant quelques améliorations. Deux jours plus tard, l'occupation policière, devenue intenable, prend fin et plusieurs milliers de personnes viennent aider au démarrage d'une dizaine de nouveaux projets agricoles pendant l'opération *Sème ta zad*. Les événements de masse, *festizad*, pique-nique et chaîne humaine se succèdent. La vie sur le terrain et les liens avec le voisinage se reconfigurent avec leur lot de décalages parfois tendus et de belles rencontres. L'impuissance de la préfecture et de Vinci sur le terrain se confirme : les arrêtés juridiques sont systématiquement transgressés et les tentatives de travaux sabotées. De manière générale il va s'agir, pendant les années qui vont suivre, de repérer les séquences pendant lesquels l'État pourrait reprendre l'offensive, tenter une nouvelle phase d'expulsion et démarrer les travaux, puis de trouver les moyens d'obstruer ces « fenêtres de tir » par l'organisation de mobilisations adéquates. En parallèle le déploiement de nouvelles manières d'habiter et cultiver démultiplie les sources d'attachement au territoire et renouvelle le sens qu'il y a à le défendre corps et âme.



2014 – ZAD partout !

Pendant l'hiver, les aménageurs reprennent du poil de la bête et annoncent le déplacement des espèces protégées et le début des chantiers. Le 22 février 2014 en réponse, une manifestation de plus de 60.000 personnes et 500 tracteurs submerge Nantes et donne lieu à de nombreux affrontements avec la police, qui bloque l'accès au centre-ville. Le gouvernement recule une nouvelle fois et reporte le démarrage des travaux.

Le 25 octobre 2014, l'assassinat de Rémi Fraisse par des gendarmes sur la zad du Testet dans le Tarn entraîne une vague de manifestations débordantes fortement réprimées. Le projet de retenue d'eau sera finalement abandonné. Les zad se multiplient en France face à l'aménagement marchand du territoire – contre une méga-scierie dans le Morvan, un center parc dans la forêt de Roybon, un projet éolien en Aveyron ou un contournement routier en Avignon...

2015 – 2017 – Repousser l'ennemi – Construire la commune !



À la fin de l'été 2015, des procédures sont relancées pour accélérer l'expulsion des locataires et agriculteurs restés sur la zad. Le 22 septembre, des barricades se déploient de nouveau à toutes les entrées de la zone le temps d'une journée pour empêcher la venue du juge des expropriations accompagné par la police. La préfecture lance un appel d'offres aux entreprises qui souhaiteraient assurer le démarrage des chantiers de la route d'accès au futur aéroport et le mouvement y répond par ses propres appels d'offres et journées de travaux pur renforcer l'occupation. En novembre, un convoi de tracteurs et de vélos part de Notre-Dame-des-Landes et arrive à Versailles à la veille de la cop 21, malgré les interdictions successives de circuler et l'état d'urgence. Un banquet se tient sur la place d'armes où résonne un hommage aux « communes révolutionnaires » et un nouvel appel à venir défendre la zad.

Dès janvier 2016 alors que les agriculteurs historiques passent en procès, 15 000 personnes, des convois de vélos et tracteurs, prennent le périph nantais l'espace d'une journée et occupent le pont de Cheviré. Dans les mois qui suivent, alors que le pays s'embrase contre la loi travail le mouvement organise une succession d'action de masse pour repousser le démarrage des travaux et une nouvelle vague d'expulsions : 70 000 personnes et nombre de tracteurs sur les 4 voies bordant la zad, plantation rituelle de 20 000 bâtons dans une haie du bocage et serment de revenir le défendre, formations hebdomadaires à la résistance sur la zad. En juin le gouvernement organise une consultation locale « pour ou contre l'aéroport » avec un périmètre et des moyens étudiés pour le faire gagner. Le « oui » à l'aéroport l'emporte de peu mais le mouvement dénonce l'arnaque démocratique et refuse unanimement de se plier au résultat. Après avoir passé l'automne à annoncer l'expulsion, le gouvernement Valls finit par renoncer et passe la main à Macron. Le mouvement débat intensément de ce que pourra être l'après et base son horizon commun sur un manifeste en « 6 points pour un avenir sans aéroport ».

En quelques années, des dizaines de lieux de vie se sont construits de manière débridée dans le bocage. Des dizaines d'hectares de terres ont été repris à Vinci et aux agriculteurs qui continuaient provisoirement de cultiver les terres mais avaient accepté qu'elles soient *in fine* bétonnées en échange de compensations foncières et financières. Certaines des parcelles concernées sont mises en culture ou pâturées pour de nouveaux projets agricoles. La zad, dans laquelle la police ne rentre plus depuis 2013, abrite par ailleurs une multitude d'expériences et tentatives de s'autonomiser du capitalisme et de l'État : assemblées, médias libres, transmission de savoir-faire artisanaux, naturalistes, prise en charge des communs, espaces de soins, lieux de fêtes et d'organisations, carrefour de luttes régionales et internationales... Elle est traversée et habitée par une foule de personnes les plus diverses avec son lot de rencontres fertiles, de passions et de divergences, d'idéaux mis à l'épreuve salutaire, exigeante et parfois brutale du réel. De plus en plus de personnes viennent alors se battre non plus seulement contre l'aéroport mais pour la zad et la possibilité de « communes libres »



Début 2018 – Victoire contre l'aéroport, vengeance d'État et nouveaux bras de fer

Le 17 janvier 2018, Edouard Philippe, premier ministre, finit par annoncer l'abandon du projet d'aéroport et annonce dans le même temps que seule une poignée d'agriculteurs conventionnels pourront rester vivre ici, que les autres devront partir et pose un ultimatum. Le mouvement anti-aéroport fête une victoire historique mais sous pression. Il tente de trouver une voie commune pour préserver l'expérience de la zad, ses lieux de vie et habitant-es, malgré un certain nombre d'intenses désaccords internes sur la marche à suivre. Pour le gouvernement, le recul sur l'aéroport doit au moins permettre de mettre symboliquement fin à ce territoire en sécession avec la République. Le 9 avril 2018 il lance une seconde vague brutale d'expulsion avec 3000 gendarmes, des tanks, drones et des milliers de grenade explosives qui vont faire de nombreux-se blessé-es. Un paquet d'habitats sont brutalement rasés, mais la résistance physique sur le terrain et la pression politique finissent par aboutir à un cessez le feu au bout de quelques jours. Celui-ci s'assortit d'un nouvel ultimatum. Des négociations reprennent et la grande majorité des lieux de la zad encore debout, agricoles ou non, décident avec l'appui des organisations du mouvement de se couvrir mutuellement par un dossier de régularisation collective qui intègre toutes celles et ceux qui le souhaitent. Après une dernière vague d'expulsion, un armistice finit par se matérialiser avec la signature d'un certain nombre de conventions sur les terres déjà occupées, qui vont de fait aussi protéger les lieux de vie et d'activités.

2018 – 2026... Consolidations et déclinaisons

Une nouvelle bataille – foncière – s'amorce alors, pour que le reste des parcelles sauvées par le mouvement ne partent pas à l'agrandissement des exploitations conventionnelles qui avaient accepté de laisser leurs terres pour la construction de l'aéroport et déjà obtenu des compensations foncières. Il s'agit plutôt de les dédier à des installations issues du mouvement et

inscrites dans une perspective paysanne et écologiste. Après une série de mobilisations dans les champs, au pied des institutions et de démarches administratives, le mouvement finit par gagner plus de 500ha signées en baux ruraux pour une quinzaine de nouvelles fermes.

Dans les années qui suivent l'abandon, la zad rentre par ailleurs dans une nouvelle phase de reconstruction et de consolidation de ses divers espaces et instances d'organisation. Des négociations se poursuivent pour la régularisation des bâtis qui demeurent essentiellement occupés sans droit ni titre jusqu'en 2025. C'est cette année là que le premier lot est signé



entre le département et le mouvement, comprenant des baux emphytéotiques sur 35 ans et la vente des premiers bâtiments dédiés à des usages communs. C'est le cas de l'auberge des Q de plomb, de la bibliothèque et de l'espace d'accueil de la Rolandière, du Hangar de l'Avenir ou de la Wardine qui rejoignent l'auberge des Q de plomb et le logement de la famille Herbin, habitant·es en résistance historiques pour devenir ainsi des propriétés collectives inaliénables. Mais la mairie de Vigneux-de-Bretagne notamment fait obstruction aux possibilités de régularisation et d'obtention de permis de construire sur certains lieux et continue à se montrer menaçante.

Avec toutefois moins de pressions quant à la défense de son propre territoire, la zad appuie divers mouvements sociaux et luttes dans la région – pour faire renoncer à la construction d'entrepôts Amazon ou à l'extension de carrières de sable sur des terres agricoles au sud de Nantes, contre la

pollution des points de captage par les pesticides – ou à l'international avec l'accueil de camps *transborder* contre les frontières ou du voyage pour la vie zapatiste. À l'issue de la seconde phase de confinement liée au Covid et de la participation à l'organisation de «journées d'actions contre la réintoxication du monde», l'assemblée inaugurale des *Soulèvements de la terre* s'y tient. Elle marque un processus accru d'engagement dans d'autres combats territoriaux pour la défense des terres, de l'eau.

En ce début 2026, 200 personnes vivent toujours sur les 1650ha de prairies, haies, espaces boisés qui auraient dû être bétonnés par le projet d'aéroport. Elles se répartissent dans plusieurs dizaines de lieux de vie collectifs et poursuivent leurs activités paysannes, artisanales, culturelles, politiques. Elles s'attachent avec leurs lots de replis, découragements, contradictions mais aussi leurs passions et déterminations persistentes à prolonger l'expérience de la zad. Ce territoire s'attèle ainsi au défi de la construction de communs sur le long terme dans un monde où les adversités extractivistes, néofascistes, individualistes (...) se durcissent à bien des égards. Des formes d'autogestion et d'assemblées de territoire regroupant divers·es usager·es structurent la vie collective. Ces dernières orientent les usages collectifs autonomes ainsi que le rapport aux institutions. Des fêtes et banquets, des rencontres politiques, formations, balades naturalistes et chantiers donnent autant d'occasions régulières de venir se relier à la vie de cette zone pour laquelle tant de gens se sont battus.





HABITER LE BOCAGE DE NOTRE-DAME-DES-LANDES ET S'ORIENTER DE LIEUX EN LIEUX

Un des grandes singularités de ce large territoire agricole préservé, c'est sa densité de présences et d'activités (associatives, artisanales, d'accueil, culturelles, de formation...) autour et tout près des nombreuses petites fermes et longères.

C'est aussi son attention à la construction sur le long terme de communs qui relient ces lieux et incluent une attention particulière au lien avec les non-humains. On y recherche la possibilité d'une campagne vivante, d'entretenir nos penchants prononcés pour la vie collective et le sens du débat, des fermes moins isolées qu'ailleurs en France et une circulation avec des réseaux de solidarité au niveau local et hexagonal.

— (re)bâtir

Habiter la zad s'est d'abord traduit, pendant le temps du combat anti-aéroport, par des occupations sans droit ni titre aux côtés des habitant-es et agriculteurs dit « historiques » ayant refusé de céder aux pressions de Vinci. Il pouvait alors s'agir de restaurer des fermes et longères historiques délaissées par d'autres, ou de construire des « cabanes » sur des terres menacées ou à l'emplacement de bâtis détruits par la police. Ces nouveaux lieux remparts et leur emplacement avaient alors autant un rôle d'habitat qu'une fonction tactique dans l'occupation de l'espace, afin d'empêcher le démarrage des travaux. Ces habitats auto-construits faits de bricolages inventifs et de matériaux de récup' se sont fait moins précaires au fil du temps. Ils se sont endurcis avec le sentiment grandissant que le bocage pouvait être sauvé et que nous pouvions rêver de rester vivre ici.

Suite à l'abandon du projet d'aéroport, à la vengeance d'État et à la destruction d'un certain nombre d'habitats, la zad a connu un élan de (re)construction ainsi que de rénovation des maisons encore existantes.



La possibilité de rester vivre ici longtemps s'est faite plus tangible avec la négociation progressive autour de baux de longue durée sur les terres puis sur les bâtiments. Beaucoup d'occupant-es se sont alors donné pour objectif de parvenir progressivement à des conditions de vie plus confortables et plus durables.

Grâce notamment à l'engagement du collectif *Abrakadabois* qui scie le bois issu de la forêt de Rohanne en le dédiant aux besoins en construction et rénovation du bocage, de nombreux bâtis, habitats, hangars agricoles et autres espaces d'activités de la zad se sont (re)fait une beauté. Des levers de charpentes emblématiques ont eu lieu lors des fêtes d'anniversaire de la victoire du 17 janvier à la Gaité ou aux Planchettes. D'autres se sont effectués au fil du temps. Et ce n'est pas fini : un tas de lieux historiques dégradés par la mise sous cloche du territoire ont encore besoin de gros travaux, et un certain nombre de maisons en ruines mériteraient encore de revoir le jour. Année après année, certains bâtis rasés par la police renaissent ainsi de leurs cendres.

Mais du fait des barrières mises par certaines mairies à leur régularisation, un certain nombre de lieux sont encore en danger et doivent être défendus [voir [tenir la pression](#), [ancrer la zad](#) p.75].

— lieux de vie partagés

Aujourd'hui, pour les personnes qui ont décidé de rester et d'occuper pour longtemps les terres et les lieux sauvés de la bétonisation, la question du logement reste cruciale : comment habiter une campagne humide dont les vivants non-humains sont à protéger si précieusement ? Comment habiter une campagne humide sans impact négatif sur les sols et les eaux, les forêts et les abris animaux ? Et comment penser des manières d'habiter plus solidaires et économes ?

Beaucoup de collectifs de vie ont opté pour une configuration d'un certain type : dans une bâtisse « en dur » – une longère historique en pierres ou une maison reconstruite en bois, paille et terre – on partage les repas, une cuisine collective, une pièce de vie, des sanitaires, parfois même un bureau et/ou une chambre d'amis, une bibliothèque. Et autour de cette maison, dans le jardin, on dépose des « chambres » sur roues, sur pilotis ou sur plots – des habitats mobiles, réversibles.

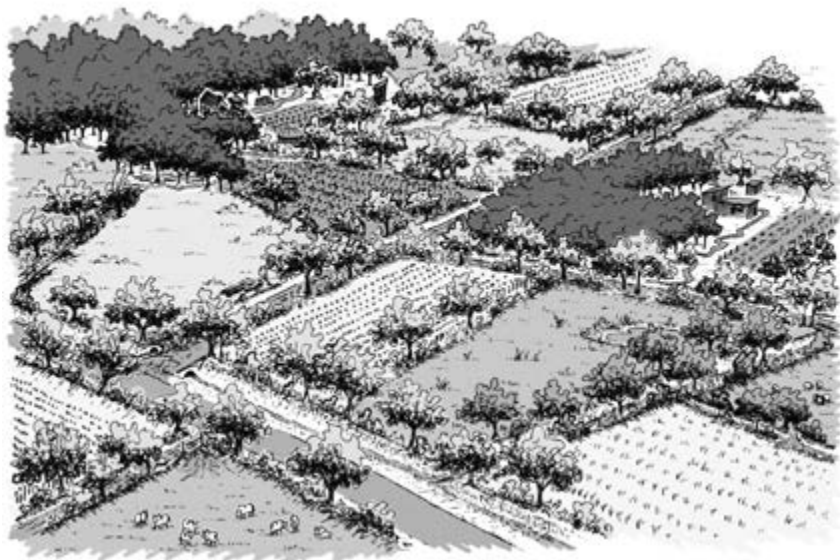
C'est ce qui nous permet d'envisager, en ruralité, les lieux de vie les plus désirables possibles :

- **parce qu'ils correspondent avant tout à un parti-pris social et politique.** Ils nous permettent d'avoir des espaces partagés viables sur le long terme, ainsi que le développement d'une culture du commun au quotidien. C'est ainsi une hypothèse forte de l'expérience de la zad que de pouvoir s'émanciper de l'isolement lié à l'individualisme moderne ou aux limites de la seule cellule familiale et de miser sur les énergies et solidarités propres au collectif. Il s'agit de mettre les amitiés et la camaraderie au centre de l'existence en partant du principe que c'est aussi à l'échelle relationnelle que se déjoue le formatage patriarcal et capitaliste. C'est un parti pris connexe que de penser un maillage territorial qui floute les séparations entre espace domestique, d'activités ou de travail. Les interdépendances entre les différents lieux démultiplient les bonnes raisons de passer s'affairer de l'un à l'autre et d'échanger au passage. Cet entremêlement joue évidemment pour beaucoup dans le tenue et la densité du sentiment de communauté dans un territoire donné.
- **En terme d'économie d'espace :** au lieu d'une multitude de grosses maisons individuelles ou d'appartements moyens, un collectif de 10 adultes n'a besoin que d'une seule grande maison ; les habitats réversibles ne laissant pas de traces, les changements de composition des

collectifs sont amplement facilités par le fait que chacun-e puisse éventuellement partir et venir avec sa chambre. Ces regroupements collectifs empiètent moins sur les terres et sont moins sources d'artificialisation irréversible qu'une suite de pavillons tel qu'ils se développent aux abords des bourgs ou dans les campagnes.

- **En termes d'économie d'énergie, de ressources et de besoins monétaires** : un tel collectif d'habitant-es utilise en commun les pièces les plus coûteuses et énergivores d'une maison, et partage les efforts pour en assurer l'entretien. Les maisons communes mutualisent très souvent aussi les achats de nourriture, d'outils, de consommables, ce qui permet souvent aux habitant-es de vivre plus confortablement avec moins d'argent.

Par ailleurs, le collectif à l'échelle du lieu de vie se prête ici à l'exercice de penser des manières de vivre et de consommer de manières plus logiquement locales et écologiques : tous ont mis en place des toilettes sèches, entretiennent un compost pour leur jardin et souvent de petites productions vivrières, beaucoup se chauffent au bois du bocage. Toutes les rénovations et constructions tentent l'approvisionnement en matériaux moins dégradants et plus performants thermiquement, avec une attention particulière à utiliser les produits du territoire : bois de la forêt de Rohanne, isolation en paille, enduits en terre...



— quelques lieux d'activités emblématiques d'Ouest en Est

La zad compte un peu plus d'une quarantaine de lieux de vie collective dont certains essentiellement dédiés à l'habitat et une quinzaine de fermes. Nous vous présentons ici un certain nombre de ces lieux ayant aussi développé d'autre secteurs d'activités.

la Maison Rose

Située sur le tracé historique du barreau routier de l'aéroport, la Maison Rose est une villa construite dans les années 70, coincée quelque part entre David Lynch et la tapisserie de grand-mère. Loin de nos imaginaires de belle charpente et de vieille pierre, cette villa au crépi rose saumoné qui aurait dû être réservée aux cadres de la construction du projet d'aéroport a été occupée dès 2011. Elle a vu divers groupes se succéder pour l'habiter, l'entretenir et a permis une foule de conciliabules et préparatifs d'actions.

Elle abrite aujourd'hui un vivier d'activités collectives :

- une imprimerie commune et un atelier mêlant photocopie, sérigraphie et typographie ;
- un espace pour des accueils de groupes et de compagnies artistiques permettant des pratiques corporelles, répétitions, réunions, projections et aussi la proposition de spectacles ;
- une costumerie mise à disposition lors d'événements sur place ou ailleurs ;
- un atelier mécanique d'environ 100m² où se réparent tracteurs et machines agricoles ;
- un espace de tatouage pour faire soin grâce à des images sur les corps.



Sur son grand terrain et aux abords de sa piscine réservée aux précieux tritons marbrés (réserve naturaliste improbable s'il en est), la Maison Rose organise chaque année des événements comme *la Fête Fo'*, une kermesse délurée qui a lieu en juin, et en juillet *Propagation*, une rencontre autour de l'imprimerie d'où ressortent des centaines d'affiches poétiques et politiques.

la ferme de Bellevue

La ferme de Bellevue a été occupée par les paysan·nes de COPAIN (GAB, CIVAM, Confédération Paysanne, Accueil paysan...) et des habitant·es de la zad à l'hiver 2012-2013 après l'opération César. Les routes avoisinantes avaient alors été barricadées pour repousser la police et empêcher la destruction de la ferme après le départ d'un paysan favorable au projet d'aéroport.

D'une exploitation individuelle, elle s'est transformées en QG d'organisation des paysan·nes de la région sur la zad, en ferme collective ainsi qu'en espace d'accueil et de formation. Elle abrite aujourd'hui des activités d'élevage, polyculture, boulangerie, feronnerie, fromagerie, travail du cuir et sert de base au fonctionnement du collectif Sème ta zad. La cohabitation et l'entraide entre ces différents pôles ainsi que la prise en charge du lieu se font via des assemblées régulières.

Bellevue est jouxtée par les hangars de la curcuma (Collectif d'Usure, Réparation, Casse et éventuellement Utilisation de Matériel Agricole) ainsi que par le hangar de l'avenir et des espaces du groupe haie.

C'est toujours, avec les Fosses Noires, un des espaces d'accueil avec un dortoir ouvert régulièrement aux personnes de passage (les secondes quinzaines du mois).

• **contact** : plusbellelavue@riseup.net

le Hangar de l'Avenir

Le Hangar de l'Avenir et ses abords abritent une scierie, un grand atelier de charpente et une menuiserie liée au collectif *Abrakadabo* et à la coopérative bocagère. Ce hangar dont la structure a été sciée puis équarrie à la main par une centaine de charpentier·es traditionnel·les venu·es de toute la France, a été levé lors de la manifestation du 16 octobre 2016. Dans la haie contigue, 20 000 personnes plantaient



concomitamment des bâtons en jurant de venir les déterrer et défendre la zad si l'État venait lancer des opérations d'expulsion dans les semaines qui suivraient. Le hangar bien nommé est toujours debout et a continué à se construire étape par étape par une suite de chantiers écoles, avec des célébrations ad hoc comme l'inauguration de son plancher par un grand bal en patins à roulettes.

Les dynamiques autour du hangar de l'avenir ont accompagné le développement de l'ensemble d'une filière bois, qui y a établi ses quartiers. Il abrite aujourd'hui une scierie et un atelier de charpente et de menuiserie ainsi que le collectif les bâtisseuses.

Très vivant toute l'année, c'est désormais dans ce hangar que se conçoivent bon nombre de constructions du territoire ou des chantiers pour les voisin·es. Il offre aussi régulièrement des temps d'apprentissage – comme cela a pu être exemple le cas avec l'école des Renardes qui forme des charpentier·es. Diverses équipes de mordue·s du bois viennent y travailler sur leurs projets comme l'équipe de MONSTR qui fabrique de grands jeux pour enfants.

l'auberge des Q de Plomb

À l'Auberge associative des Q de Plomb au Liminbout est née d'une intuition majeure : une des armes de la lutte anti-aéroport serait la convivialité et la capacité de se lier ou de comploter dans l'ivresse et l'exhubérance culinaire autour d'infinis banquets... dont on aurait du mal à se relever. Partis dès 2007 de la dynamique du collectif *des habitants qui résistent*, ces banquets ont accompagné au fil du temps les diverses étapes du mouvement, inspiré la naissance du réseau de ravitaillement des luttes et se sont régulièrement téléportés dans les manifs nantaises et les blocages. L'auberge a été refaite via divers chantiers collectifs et sert quotidiennement pour nombre de préparations culinaires. Après que Claude, Christiane et leurs comparses aient ainsi largement démontré l'efficacité de leur pari politique, les Q de plomb rassemblent désormais leurs adhérent·es pour un



banquet par mois, mais quel banquet ! Haut lieu des rencontres entre voisins des bourgs alentours, paysan·nes du territoire et habitant·es de la zad, l'auberge vient juste de changer d'équipe ! Eh oui, le vieux part en retraite, et comme il dit si bien, il laisse la place aux jeunes... mais ne prive pour l'instant pas le lieu de sa gouaille, de la vélocité de son service de muscadet et de son tour de main incomparable !

L'auberge propose aussi un café associatif chaque les jeudis soirs. C'est l'un des premiers lieux devenus propriété collective inaliénable, grâce au fonds de dotation : il n'en fallait pas moins pour nos estomacs !

Saint-Antoine – la Wardine / Piste-H

On dit que c'est à Saint-Antoine au cours des années 70 que s'est effectuée la première construction illégale d'un hangar de résistance. Le début d'une longue série ! Il s'agissait alors d'appuyer l'installation – interdite par le statut de zad – d'une nouvelle ferme.

Ce lieu-dit, qui regroupe différents bâtiments, fait partie des nouveaux espaces occupés juste après l'opération César en 2012 par un des collectifs d'occupant·es dont le lieu venait d'être détruit. Il est alors rebaptisé la Wardine, en hommage à Sardine, la vache doyenne de la zad qui avait été manifesté jusque devant la tour Eiffel. La Wardine est alors un des espaces de diffusion de musiques expérimentales et bien décalées dans lesquelles se tiennent quelques unes des plus belles et durables fêtes du bocage. Avant l'abandon, le lieu accueille aussi les assemblées du mouvement anti-aéroport entre autres réunions.

Diverses activités s'y sont conjuguées au fil du temps : espace pour les enfants et accueil dans la maison contigue de la *Smalla*, bus féministe, atelier vélo, salle de sport et danse de la *Multiploux*, local de stockage du matériel de cantine collectif.

Après l'abandon de l'aéroport, un gros travail de rénovation et d'aménagement est entrepris dans la salle de concert : la Piste-H. Celle-ci se donne une programmation régulière du fest-noz à l'électro en gardant un gros penchant pour les sons bizarres et indépendants.

La Wardine est aussi avec l'Ambazada, à l'autre bout du champ, une des bases d'accueil de divers

événements plus ou moins réguliers : zadenvies, porte-ouvertes, rassemblement international sur la solidarité avec les exilé·es et l'antiracisme, rencontres agricoles, accueil de réseaux de chorales, fanfares...

l'Ambazada



Née d'échanges entre zadistes et comités de soutien basques en 2016, cette cabane de 150m², faite de bois, de paille, de chanvre et de terre recueillis dans notre bocage est construite aux travers de chantiers collectifs depuis 2017.

L'Ambazada s'est d'abord dédiée aux rencontres entre territoires et collectifs en résistance au monde capitaliste, à l'échelle locale et internationale.

Elle est aussi un outil privilégié pour les instances et groupes issus du mouvement anti aéroport et désormais ancrés dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes. Elle abrite les assemblées des usages, ainsi que des réunions et événements en tous genres. Elle sert parfois de base d'organisation pour diverses luttes, parfois de lieu de résidence culturelle et artistique, et régulièrement d'espace de convergence entre les un·es et les autres.



Elle accueille depuis un grand nombre de rencontres, repas, concerts, soirée d'infos, coordinations, *Transborder camp* et les *semaines intergalactiques*, de la Kanaky à la Bretagne, des camarades du Kurdistan à ceux du Chiapas ou encore des *Soulèvements de la terre* aux moments de soin. C'est un des endroits que nous avons en commun.

la Rolandière – bibliothèque du Taslu, phare et espace d'accueil



À l'endroit où d'aucuns rêvaient d'implanter un *duty free* et une tour de contrôle, en plein centre de la zad, se tient la Rolandière. Signataires en 2009 de la lettre des habitant-es qui résistent, les ancien-nés habitant-es ont toujours ouvert grand leurs portes à toutes celles qui partageaient leur conviction que pour défendre un territoire, il faut l'habiter. Lors de l'opération César en 2012, la Rolandière accueillait sur son parking une caravane dédiée «com'» et dans son salon ceux qui s'étaient fait-es courser par les flics dans la forêt.

À leur départ, les habitant-es historiques ont décidé de transmettre leur lieu à un groupe qui voulait faire de la maison un habitat collectif et de l'ancienne étable un espace «accueil» chaleureux pour quiconque arrivait et voulait en savoir plus sur la lutte et la vie sur la zone. Ainsi dès le printemps 2016, des dizaines de soutiens se sont relayés pour construire un plancher stylé en palettes, concevoir des murs en terre agrémentés d'une immense carte de la zone, installer des baies vitrées et un poêle pour les réunions et alimenter un infokiosk. Puis l'hiver suivant, un chantier un peu spécial a vu se construire à plusieurs dizaines de kilomètres du trait de côte atlantique un phare et une bibliothèque. D'autres auraient appelé cela le centre culturel Alexandrie-Alexandra, clin d'œil non assumé à un poète électrocuté dans sa baignoire. Nous, on l'a appelé le Taslu.

Depuis 9 ans, bien des choses se sont passées dans cette longère en partie habitée par une dizaine de personnes : des apéros phare et des réunions d'organisation du mouvement, des formations et une centaine de rencontres avec des auteur-ices de livres et divers-es penseurs-euses qui animent nos réflexions. En janvier 2025, le fonds de dotation de la zad *La Terre en commun* a pu acheter la bibliothèque et le phare. Depuis plusieurs années, des bâches protégeaient son toit qui avait été laissé à la dérive par les anciens proprio – le Conseil Départemental à l'époque fervent défenseur de l'aéroport. Mais là, on se motive et on lance, à partir du mois d'avril 2026, un grand chantier de rénovation de la toiture et de bien d'autres choses. Ce sera l'occasion de faire différents moments collectifs : chantiers, discussions, fête, etc. On communiquera au fur et à mesure pour des appels à coups de main. Et pour clore tout ça, nous, on a déjà marqué le 1^{er} avril 2027 dans nos agendas – et on vous invite à faire de même – car on prévoit une grande fête pour les 10 ans du phare, et, on l'espère, la fin du chantier de réno'.

les Fosses Noires



Les Fosses Noires sont une longère au cœur de la zad, à l'emplacement prévu de la piste sud de l'aéroport. Avant les expulsions de 2012, Paul, Elisabeth et Matteo y vivaient. Pendant l'opération César, le lieu s'ouvre là encore sous l'impulsion du collectif des habitant-es qui résistent : les granges servent de refuge, un dortoir s'organise pour les personnes expulsées, et celles venues en soutien,

une boulangerie s'installe durablement. Le pain y est encore distribué à prix libre chaque lundi et le dortoir est en travaux pour le rendre plus confortable.

L'histoire des activités sur ce lieu est longue, des ateliers rap menés par ZSR y ont vu le jour, et outre le pain aujourd'hui, on peut y trouver des jardins vivriers, des vergers conservatoires, une brasserie, de l'artisanat autour de la laine, un infokiosque, un atelier BD, une partie de la *Cellule d'Action Rituelle*, qui composent – entre autres – la richesse de ce lieu, et s'entremêlent avec ce qui existe aujourd'hui sur le territoire.

Le collectif des Fosses Noires évolue, se transforme, s'ancre, et désormais, une douzaine d'adultes et plusieurs enfants habitent là. Depuis 2025, un bail emphytéotique est signé avec le conseil départemental pour 25 ans. Les Fosses Noires s'inscrivent dans la dynamique du mouvement et du pari commun fait après la deuxième vague d'expulsion en 2018 : continuer à s'organiser collectivement pour prendre soin des bâtiments et des terres issues de la longue lutte contre le projet d'aéroport, et continuer de faire exister d'autres manières de vivre ensemble.

L'École des Tritons et les Naturalistes des terres

Le lieu-dit des Planchettes a été expulsé et détruit deux fois par la police lors des opérations de l'automne 2012 et du printemps 2018. Ce lieu renaît encore une fois avec le projet en construction de l'École des Tritons, espace d'échange de savoirs, de savoir-faire, et de découverte du vivant non humain qui grouille sur la zone. La charpente de l'école a été levée par une foule festive lors du 3^e anniversaire de l'abandon de l'aéroport, le 17 janvier 2021, en pleine sortie bouillonnante de confinement, après un rituel punk-animiste à base de karaoké collectif, de gant de géant en latex rose et de sigils. L'École des Tritons et son jardin font suite à l'expérience des *Naturalistes en lutte*, un collectif qui s'est lancé dans un inventaire des espèces sauvages et des milieux naturels du bocage à partir



du printemps 2013. Îlles aspiraient à en montrer sa richesse, à alimenter des recours environnementaux et à déconstruire le mythe d'une possible « compensation écologique » marchande de ces précieux milieux naturels et autres prairies oligotrophes. *Les Naturalistes en lutte* ont contribué à amener une considération toute particulière pour la place du vivant non-humain dans les enjeux de la lutte anti-aéroport, ses assemblées, actions, rituels et chantiers. Îlles ont organisé une foule de balades naturalistes à la découverte des champignons et des arbres, des tritons et salamandres ou encore de ce que deviendrait cette zone humide d'ici une vingtaine d'années si le changement climatique continuait à s'aggraver. Aujourd'hui encore, illes échangent avec les paysan-nes de la zad sur leurs fermes ou apportent leurs attentions aux projets de construction. Cette aventure a inspiré la formation des Naturalistes des terres, réseau d'appui aux Soulèvements de la terre et à diverses luttes territoriales qui propose ses savoir-faire pour des enquêtes ou pour imaginer des actions directes qui s'appuient sur une alliance avec d'autres espèces naturelles contre des projets destructeurs.



Depuis le lever de charpente, l'École des Tritons tente de ménager parallèlement différents événements culturels et l'avancée tranquille de la construction et de l'aménagement du bâtiment.

Côté gros œuvre, toute la partie Est est très avancée : après l'isolation du toit, puis les chantiers drains et gouttières de l'été passé, l'ossature bois est enfin terminée et les menuiseries viennent d'être posées. Au programme 2026, les enduits de la partie Est, la mise hors d'air, mais aussi peut être un plancher pour l'étage à l'Ouest.

Côté vie de l'école, l'année passée s'est tenu un calendrier d'événements à caractère naturaliste ouverts à toutes, par exemple plusieurs moments de comptage des pontes des grenouilles agiles dans les mares de la zad, en se répartissant, parmi les participant-es, l'arpentage des 240 mares du bocage sauvées du béton. La dynamique se poursuit avec divers petits événements : causeries, balades, danse, réflexions sur nos rapports avec les animaux non-humains, sur les rapports de genre et autres oppressions, sur la dynamique de soin etc...

Un collectage de récits de zadistes a participé à entretenir, sous la forme d'un fanzine, une mémoire de leur rapport au vivant depuis la lutte contre l'aéroport. Un grand weekend Copaines comme cochon, consacré aux liens avec certains animaux d'élevages présents dans le bocage, a réuni historiennes, artistes et éleveuses de la zad ou d'ailleurs. Pour la

suite : les Tritons souhaitent à la fois tisser des liens plus denses avec les Naturalistes des terres à travers des balades et des rencontres, en restant un lieu toujours disponible pour imaginer des luttes pour le vivant et en complicité avec celui-ci, et continuer l'effort de toucher les gens des bourgs avoisinants quelle que soit leur sensibilité autour des questions qui nous préoccupent.

• **contact** : ecoledestritons@riseup.net

naturalistedtr@riseup.net

+ **d'infos** : <https://naturalistesdesterres.gogocarto.fr>

la Grande Noé

Sur les terres du lieu-dit la Grande Noé, les associations *la Bidouillerie* et *la Crapouillerie* développent depuis des années des dynamiques d'éducation populaire pour les enfants de 6 à 17 ans avec une attention forte aux thématiques écologiques et paysannes. Elles organisent des séjours de vacances, accueil hebdomadaire de mineurs, le festival familial de La Grande Malice, des chantier jeunes...

La Grande Noé est ainsi un des lieux d'accueil de groupes d'enfants et ados sur la zad, à l'instar des temps de découvertes des dynamiques d'activités autour de la forêt de Rohanne avec les écoles du coin ou de plantations de vergers via la ferme *Nantaise des landes* sur les prairies voisines de Bellevue.

la Noé Verte

La Noé Verte est un lieu collectif de vie et d'activités situé à l'est de la zad, sur la commune de Grandchamp des Fontaines.

Cette maison avait été vidée de ses habitants et murée en 2012 ; elle n'avait pas été détruite (comme tant d'autres cette année là) car, située en bordure du périmètre de projet d'aéroport, elle devait servir de « refuge cavernicole » (= pour les chauve-souris !) dans le cadre des compensations environnementales prévues par le projet.

En 2015, un groupe d'amis nantais et nantais, investi-es autour du sujet de l'alimentation (cantines, récup', épiceries solidaires, etc), cherchaient un lieu à la campagne autour de Nantes pour s'installer ensemble, notamment avec un projet de Conserverie collective. Pourquoi pas à la zad et rejoindre ainsi le mouvement contre l'aéroport ? Chiche ! La maison

est ouverte le 10.10.2015 à 10h10 à coups de masse dans les parpaings en grand comité avec tracteurs, musique et l'ensemble du mouvement contre l'aéroport.

Depuis, des habitant-es se sont succédé-es, d'autres sont resté-es, des moutons sont arrivés, des fêtes ont eu lieu, des yourtes se sont montées, les arbres ont grandi, un bail emphytéotique a été signé.

Le projet de Conserverie a eu plusieurs vies, a donné naissance à tout un tas de conserves diverses et variées et à de nombreuses expérimentations, apprentissages et régionales. Mais aussi à de nombreux chantiers puisqu'un bâtiment dédié a été construit grâce à l'investissement bénévole de nombreuses personnes et grâce à un appel à dons. Composé d'une salle polyvalente et d'un labo de transformation alimentaire, ce lieu a pour but d'accueillir des usages et usagers divers (dans des conditions en train d'être élaborées !). Le labo a été équipé entre autres avec l'aide financière de la Région via une subvention. Aujourd'hui il est déjà utilisé régulièrement par plusieurs groupes produisant des aliments sur la zad (bières, tofu, glaces, chocolat...).

Depuis 2017 la Noé Verte c'est aussi un verger cultivé par *Sème ta zad* et une parcelle agricole collective, sur des terres récupérées lors des Prises de terre en 2017.

La Noé Verte c'est aussi une ferme, le GAEC *Aux Petits Oignons*, qui produit des légumes et des œufs, fournit aujourd'hui l'AMAP de Grandchamp-des-Fontaines, le marché de la petite Hollande à Nantes et le magasin de producteurs. La ferme attire et relie avec la Noé Verte et la zad un réseau de consommateurices fidèles et de voisin-es curieux-ses et accueille aussi de nombreux événements agricoles militants. Arrivés en 2017, il et elle ont construit leur ferme de zéro et vivront bientôt aussi sur le lieu grâce à la construction, par le conseil départemental et *Habitat 44*, d'un logement social paysan affilié à la ferme.





— AGRICOLER DANS LE BOCAGE —

— batailles foncières et installations

Les liens avivés derrière les barricades à l'automne 2012 entre occupant·es du bocage et paysan·nes anti-aéroport de la région ont fait naître divers projets et vocations agricoles dans les années qui ont suivi. Après avoir fait face aux tractopelles et à la police, occuper et cultiver les parcelles menacées était une autre manière de défendre le territoire aux côtés des paysan·nes historiques du bocage. C'était une renouvellement d'une stratégie déjà utilisée dans les années 60 et 70 : continuer à installer des paysans pour faire obstacle au projet. Dans le sillage de l'opération César, des paysan·nes solidaires de la région regroupées au sein de COPAIN ont occupé la ferme de Bellevue promise à la destruction et sont devenu·es squatter·euses. Des squatter·euses se sont fait·es, entre autre, paysan·nes avec pas mal de coups de mains, de don d'animaux, de semences et de vieilles machines...

Illes se sont formé·es sur le terrain, avec les conseils des ancien·nes, leurs envies de faire à leur sauce et ont commencé à produire pour les habitant·es du bocage et les luttes ami·es, en dehors de tout cadre réglementaire... d'autant qu'il leur était de toute manière interdit de s'installer officiellement. Jusqu'en 2018 diverses « prises de terres » ont été effectuées par le mouvement, avec tracteurs, semis ou plantations de haies, là où des travaux aéroportuaires devaient commencer ou sur des parcelles de « cumulards ». Le terme désignait alors les agriculteur·ices ayant accepté de laisser leurs terres à Vinci en échange de primes, de compensations foncière et continuant néanmoins à toucher la PAC sur les terres du bocage en attendant leurs destructions.

Après l'abandon de l'aéroport une étape de la bataille foncière a été engagée par le mouvement pour que les terres préservées du béton ne partent pas à l'agrandissement d'exploitation existantes et n'ayant pas mené le combat collectif. Après la restitution de plein droit de leurs parcelles aux paysan·nes historiques résistants sur 380ha, l'objectif de cette nouvelle phase de la lutte était que le plus de terres possibles soient dédiées à des installations issues du mouvement et inscrites dans une perspective paysanne et écologiste. Nous avons poussé dans cette direction par une succession de mobilisations – sur les terres et au pied des

institutions – mais aussi par les biais des démarches administratives entreprises par un certain nombre d’habitant·es de la zad. Ceux-ci ont pu progressivement déposer des demandes d’autorisation d’exploiter et se mettre en position d’être officiellement prioritaires – en tant que «jeunes paysan·nes» – pour obtenir des baux sur des parcelles convoitées par d’autres pour s’aggrandir.

Au final les terres prises en charge par des projets agricoles issus du mouvement sont passées de 160ha au moment de l’abandon à plus de 500ha aujourd’hui sur les 1200ha de terres agricoles de la zad. Des baux ruraux environnementaux ont notamment été signés avec le département de Loire-Atlantique qui a souhaité rester propriétaire de l’essentiel des terres. Ces baux assurent un statut stable sur les terres et un loyer à bas coût du fait des engagements écologiques pris par les paysan·nes à ne pas utiliser de pesticides, d’engrais de synthèse ou à entretenir les haies et dans le cas des fragiles prairies «oligotrophes», à ne pas retourner, ni amender, ni fumer le sol.

Les pratiques agricoles issues du mouvement se sont structurées sous diverses formes : fermes à l’échelle individuelle, familiale ou entre ami·es, exploitant·es à titre principal ou cotisant·es solidaires, GAEC, coopératives, associations... On compte une quinzaine d’installations agricoles formelles toutes avec des pratiques d’agriculture biologiques. Les baux signés laissent libre champ à un certain nombre de personnes et groupes sans statuts d’exploitants à titre principal pour s’essayer à diverses formes de productions. Celles-ci sont variées sur l’ensemble du bocage. Outre l’élevage – traditionnel – de bovins sur le territoire avec aujourd’hui des troupeaux de races rustiques locales menacées comme les nantaises ou les maraîchines, la zad a aussi vu le retour dans les champs ou aux abords des fermes de brebis, cochons, ruches, poules et canards... À l’inverse des modèles basés dans certaines régions sur l’élevage intensif en bâtiment



et les monocultures qui laissent les sols nus, l’élevage en plein air tout à l’herbe pratiqué ici maintient les haies et les prairies. Il stocke donc le carbone et l’eau dans les sols tout en bénéficiant à la biodiversité. Les cultures se sont par ailleurs elle-même diversifiées : maraîchage en tout genre et de plein champs, céréales (sarrasin, chanvre, blé, seigle....) Un ensemble d’espaces de transformation se sont mis en place via les labos galettes, la conserverie, une brasserie et autres boulangeries. Suivant les cas, les un·es et les autres développent différentes formes de ventes directe et de redistribution vivrière : à prix libre et ouverte, mise en partage entre membre d’une coopérative, marchés, amap et magasins de producteur·ices...

Quels que soient les statuts et les formes retenues, tous·tes participent à leur manière d’une certaine forme d’engagement politique, écologique et existentiel fort : entretenir le bocage avec une perspective agro-écologique et en lien avec les camarades naturalistes, œuvrer à des exploitations paysannes de petite taille, avec des liens de solidarité entre voisin·es et à une transmission possible pour permettre un renouvellement générationnel, reprendre en main la question de la subsistance sans l’inféoder à une logique de profits.

Ces parti-pris se relient à un combat contre le modèle agro-industriel qui dépasse de loin le bocage à l’heure ou de moins en moins de personnes peuvent et veulent se projeter à vivre du travail de la terre. Ce qui s’est joué et se joue sur la zad participe ainsi d’une bataille nationale pour inverser la balance face à la disparition continue des fermes paysannes, notamment en polyculture élevage et de la biodiversité au profit d’entreprises productivistes et d’exploitations toujours plus grandes. C’est entre autre sur une certaine expertise locale dans les batailles foncières – sur le terrain et au niveau administratif – qu’ont pu s’appuyer les *Soulèvements de la terre* pour participer à faire obstacle à d’autres situations d’accaparement.



Alors que les paysan·nes du bocage redonnent vie à des fermes abandonnées ou délabrées, ou s'attachent à en faire naître de nouvelles, illes ont fait et font encore face à diverses obstructions. Portées d'un côté par le soutien du mouvement, illes cumulent toutefois par ailleurs les difficultés faites en général à l'installation paysanne et certaines hostilités et singularités administratives liées à l'histoire de la lutte. Outre les réticences de certains agriculteurs et propriétaires locaux à leur laisser une accès cohérent au foncier, ils connaissent diverses difficultés administratives qui maintiennent une partie des installations dans la précarité, alors que celle-ci exigent des travaux très conséquents pour êtres viables.

Le département a refusé de vendre les fermes au mouvement et décidé de rester propriétaire tout en ne prenant pas en charge les travaux de rénovation ou de construction sur les bâtiments d'activités. Les mairies de Vigneux-de-Bretagne et Notre-Dame-des-Landes ont fait obstacle à certains raccordements aux réseaux des fermes et refusé d'accorder un certain nombre de permis de construire nécessaires entre autre aux logements paysans. Après un cycle de négociations le département a commencé à signer un certain nombre de baux ruraux sur les bâtis à fonction paysanne du bocage. Il projette aussi d'appuyer la construction, là où cela s'avère nécessaire, de «logement sociaux paysans» par un bailleur social. Mais cette option vertueuse, qui évite la capitalisation sur les bâtis et facilite la transmission des fermes, fait encore récemment à l'objet de freins de la part des mairies concernées.

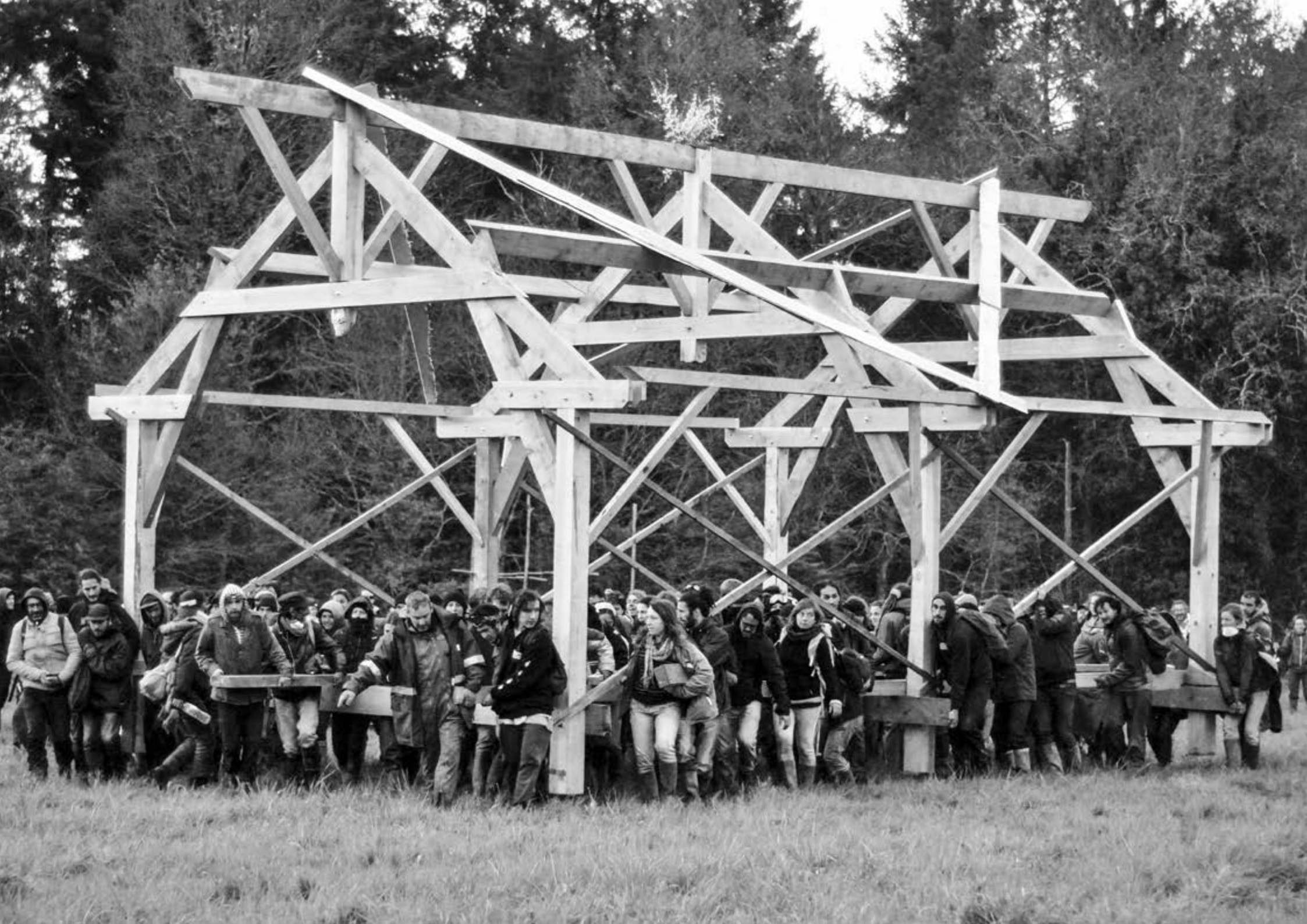
— pourquoi défendre la construction de «logements sociaux paysans» à Notre-Dame-des-Landes et au-delà ?

Il est aussi souhaitable que nécessaire, pour bon nombre d'agriculteurs, d'avoir un logement à proximité de leur ferme. On peut parler d'un «logement social paysan» quand les fermier·es sont locataires d'un bailleur en lien avec une collectivité publique et bénéficient d'un loyer modéré. L'agriculteur·rice travaillant à la ferme aura alors accès à ce logement durant le temps de sa carrière. Il ou elle se sera engagé·e en entrée de bail à quitter son logement de fonction quand son activité cessera, afin que le logement soit forcément transmis aux repreneur·euses de la ferme.



Il est possible de faire valoir un droit de construction pour ce type de logements pour des agriculteur·ices installé·es à titre principal quand l'activité agricole le justifie, par exemple, du fait d'une activité d'élevage ou de périodes d'astreintes saisonnières.

Sur le territoire préservé du projet d'aéroport, 5 logements sociaux paysans sont actuellement en prévision avec le CD44 via une prise en charge par le bailleur social *Habitat 44*. Mais ce dispositif et les demandes de permis dédiées ont été contestées notamment par l'ancien maire



de Notre-Dame-des-Landes au prétexte que les bâtiments existant ne devraient loger que des paysans et ne nécessiteraient pas de constructions supplémentaires.

Depuis l'abandon du projet d'aéroport nous avons pourtant soutenu le maintien et l'installation de bon nombre de nouvelles fermes. Il y a ainsi plus d'exploitations agricoles sur ce territoire aujourd'hui que de corps de fermes anciens encore debout. Il est logique en ce sens de mettre en place de nouveaux logements paysans.

Par ailleurs, tous les habitats existant avant l'abandon du projet d'aéroport – et pour un grand nombre détruits pour ce même projet d'aéroport – n'étaient pas historiquement occupés seulement par des exploitant-es agricoles. Y vivaient aussi des personnes exerçant d'autres activités sur le territoire, comme c'est le cas partout ailleurs dans le monde rural et a fortiori dans le bocage landais environnant. Nous considérons que pour que ce territoire reste vivant et désirable – y compris pour l'installation paysanne – il est crucial de maintenir aussi des logements partagés avec des habitant-es exerçant d'autres activités nécessitant une présence quotidienne dans le bocage, que celles-ci soient artisanales, forestières, culturelles ou sociales...

D'autant que l'accès au logement dans les bourgs (y compris HLM) est de plus en plus difficile pour tous les types de foyers, et encore davantage pour les revenus modérés.

Partout en France, l'accès aux habitats est un obstacle majeur à la transmission des fermes et à l'installation. Les logements attenants aux fermes sont souvent vendus à des prix inaccessibles aux repreneurs-euses. Ceci contribue fortement à la disparition des fermes existantes.

À contrario, des logements sociaux adossés aux fermes et dédiés à loger des paysan-nés, ainsi que leur famille, le temps de leur carrière, sans coût important pour y entrer et sans capitalisation à leur départ, sont une solution d'espoir. Le logement paysan s'émancipe ainsi d'une dynamique spéculative et des contraintes du marché immobilier.

Le dispositif qui cherche à être mis en œuvre ici devrait inspirer au-delà du bocage de Notre-Dame-des-Landes.

— petits tours de fermes et collectifs

Sème ta zad and co



Le collectif *Sème ta zad* a fêté ses 10 ans en mai 2023. Il est issu de la manif' d'occupations paysannes du printemps 2013 dans le bocage après la défaite de César. Il s'attache à entretenir diverses formes de cultures collectives, entre autre par le biais de rendez-vous de travail ouvert et de chantiers participatifs : patates, légumes et céréales en grande cultures, jardin maraîcher des rouges et noires d'où chacun-e peut repartir avec des légumes après être venu contribuer aux travaux les mercredis... Le fruit des récoltes de *Sème ta zad* a une vocation vivrière ou de soutien à des luttes, événements et structures de solidarité

Dans le domaine vivrier, différents autres groupes se dédient à des productions/transformations redistribuées à prix libre. C'est le cas de Potofu, qui comme son nom l'indique fait du tofu, du groupe vache qui produit fromages et yaourts, des boulangeries des Fosses noires et de Bellevue et de la conserverie de la Noé Verte qui propose des ateliers de fabrication de produits lactofermentés et met à disposition son espace de transfo pour des paysan-nés et collectifs.

• **contact** : potesdefoins@riseup.net

La Coopérative bocagère

Parmi les différentes dynamiques collectives en lien avec l'agricole, la Coopérative bocagère regroupe des activités paysan-nes (maraîchage,



élevage bovin, pains, galettes, verger, traction animale..) forestier-es et de construction avec le pôle bois / sciage / charpente du hangar de l'avenir ou la fabrication de panneaux isolants. Elle relie des structures avec différents statuts, entre autres le GAEC de la Bocagère à la Gaité et la SCIC Coopérative bocagère basée a Bellevue...

La coop' est née après l'abandon de l'aéroport du besoin de donner un statut officiel à certaines activités jusqu'ici informelles afin de protéger les terres et bâtis. Elle visait aussi, à terme, à pouvoir permettre une rémunération sur un certain nombre de ses activités tout en maintenant des formes de communisation entre différents lieux et collectifs. Elle souhaitait aussi entretenir une participation à certaines dynamiques coutumières du territoire (*Abrakadabo* entre autre).

Elle assure une entraide économique et pratique entre ses différents pôles, une participation à la construction des habitats collectifs et espaces de production dans lesquels s'investissent les coopérateur-trices (environ 25 personnes), ainsi que l'acquisition ou la construction d'outils et espaces communs. Une partie de ses activités sont basées sur la zad et à dimension

vivrière, et une autre partie se déploie à l'extérieur avec des ventes en AMAP, marchés locaux et des chantiers de construction ou travaux forestiers à l'extérieur.

Des fermes anciennes et nouvelles

Parmi la quinzaine de nouvelles fermes à dimension plus individuelle ou regroupant un nombre plus restreint de personnes, on trouve d'Ouest en Est [voir carte jointe au livret] : à Saint-jean-du-Tertre, *Saint-Jean ferme* (ferme d'élevage bovin, céréales). Aux alentours de la ferme collective de Bellevue, *le Très Petit Jardin* (plantes aromatiques et médicinales) et *Nantaises des Landes* (ferme vaches nantaises et agroforesterie). Au Liminbout, *la ferme des 100 noms* (galettes et crêpes), celle de *l'Envolée* (élevage de brebis allaitant, chips de pomme de terre) et *la Hulotte* (ferme maraîchère avec traction animale). *La ferme du Rosier* (viande d'agneau, miel et produits de la ruche). Le long du chemin de Suez, *Saint-Antoine* (ferme maraîchère) et le Moulin (ferme maraîchère). Près des Fosses Noires et du jardin collectif *Rouge et Noir*, La brasserie *Bulle Noire* et *la Sécherie* (verger Pommes Libres). Près du GAEC de la bocagère à La Gaité (vaches maraîchines, pain et galettes), *Angus du bocage* (vaches allaitantes). Au voisinage de la Noé Verte et de sa conserverie, le GAEC *Aux petits oignons* (maraîchage et poules pondeuses)



Les fermes des agricultrices résistantes dit-es « historiques » ayant toujours leur siège d'exploitation sur la zad sont au Liminboul la ferme de Sylvie & Marcel (vaches laitières) et le long de la d81 la Geneslière (vaches allaitantes) et les Domaines (ferme vaches laitières).

— pour trouver des denrées de la zad :

Le supermarchouette, tous les 3^e jeudi du mois à 18h sur la ferme de Bellevue (Notre-Dame-des-Landes), réunit des produits du bocage à prix libre.

Le marché de la Vacherit réunit plusieurs producteur-ices de la zad et alentours, tous les vendredi de 16h à 19h aux Domaines (Notre-Dame-des-Landes).

Des productions de pain bio au levain sont disponibles le lundi à 17h aux Fosses Noires, le jeudi à Bellevue.

En dehors de la zad : on retrouve ce qui se produit ici dans différents marchés locaux et nantais (la Bourgeonnière; la Petite Hollande ou la Caserne), magasins de producteurs (*les cultiv'acteurs* à Héric ou *Biotiful jardin* à la Chapelle sur Erdre) et diverses AMAPs.



ARTS ET TRAVAUX

Au côté des pratiques agricoles, différents ateliers artisanaux se sont développés ici. Ils sont partie prenante d'un certain pari de l'autonomie et de l'art communal. Ils répondent à certains besoins des activités agricoles, à la nécessité d'auto-constructions ou de communication, ainsi qu'à la volonté de décliner dans tous les sens possibles les usages de ce qui est produit ici. Ils correspondent à un désir de récupérer, entretenir et réparer face au consumérisme, au formatage industriel et à l'obsolescence programmée. Ils font part d'un amour des savoir-faire en voie de disparition numérique, des objets stylés et des affiches sérigraphiées que l'on se plaît à poser dans les bars et à garder sur ses murs. L'artisanat sur la zad est issu de passions et se fait parfois métier.

métal

- La forge de Bellevue : on y trouve évidemment des forgeron-nes, mais aussi des coutellier-es, métallurgistes, soudeur-euses, affuteur-euses, et tout leur outillage, qui réparent, rénovent et fabriquent notamment des couteaux, des outils en tous genres, y compris agricoles. À retrouver à Bellevue la journée, et à la Vacherit les vendredis soirs de marché.



- La métallerie de Saint-Jean : C'est là notamment que des mécan@s, ingénieur-es et architectes expérimentent ou tentent des améliorations sur des infrastructures propres à d'autres activités. Par exemple, c'est là qu'a été refait une partie du banc de la scie de Bellevue pour améliorer les conditions de travail des scieur-euses.

ateliers mécaniques & entretien du matériel agricole commun



- La CURCUMA, Coopérative d'Usure, de Réparation, de Casse et d'Utilisation du Matériel agricole – tout est dans le titre. Il s'agit du groupe de personnes qui s'occupent et se préoccupent des tracteurs et des outils agricoles collectifs, souvent provenant de dons de paysan·nes voisin·es pendant la lutte contre l'aéroport, et qui ont beaucoup permis (et permettent encore) à des gens de démarrer leur activité

en agriculture avec très peu de moyens, ou de commencer à y mettre la botte. Outre les multiples bricoles à faire toute l'année, il y a 2 chantiers collectifs par an pour faire les entretiens, qui rassemblent les référent-es de chaque machine, les usager-es, et qui veut !

- L'atelier de Saint-Jean prend soin de tous types de véhicules. Une partie importante de son activité est dirigée vers les machines de la Coopérative Bocagère et son pôle bois, avec l'entretien du poids lourd dédié à la collecte des grumes. Il accueille aussi certains chantiers de la CURCUMA.

cuir et couture

- La tannerie de Bellevue : le local est en pleine rénovation – gros œuvre au programme de cette année – mais accueillera bientôt à nouveau de l'activité : différents traitements des peaux, confection de percussions, soin de fourrures...
- L'atelier cuir et couture de Bellevue : confection d'objets variés en cuir.

affiches, lettres et papiers

- L'Imprimerie de la Maison Rose, met en page, imprime, plie, relie, bref, supporte dans tous les sens du terme la communication visuelle et textuelle du territoire et au-delà. Elle crée les affiches et les objets qui répondent au besoin de faire connaître les événements ou faire circuler des idées, mais s'attelle aussi à des fabrications poétiques. Les techniques artisanales maniées dans cet atelier sont la sérigraphie, la typographie et la gravure, techniques d'estampe qui contribuent à ce *luxe communal* présent un peu partout à la zad.



- Un atelier de papiers végétaux et carnets reliés au Haut-Fay – *La beullette papiers*.

auto-constructions

terre et paille

- Des personnes développent des savoir-faire de maçonnerie et enduits naturels sur les nombreux chantiers du bocage qui les exigent et au-delà.
- Copano développe depuis quelques années une machine à fabriquer des panneaux de pailles isolants et compte désormais un paquet de chantiers à son actif. Super local, sans colle, pressé à froid et par couture, le panneau de paille isole de plus en plus de bâtiments du bocage et d'ailleurs.

• **contact** : co.panneau@gmail.com
+ **d'infos** : www.copano.fr



bois

– Installée à Bellevue, la Coopérative Bocagère travaille en filière courte et locale, « de l'arbre à la charpente », à partir du bois qu'elle bûcheronne. Elle a donc trois activités :

→ Activité forestière : bûcheronnage en forêt ou dans les haies, débardage à cheval, élagage, intervention en conseil et formation. Elle intervient dans la forêt de Rohanne en lien avec l'association abracadaboïs mais surtout en forêt privée.

L'approvisionnement se fait uniquement en forêt diversifiée, sans coupes rases, en apportant un soin particulier concernant l'impact au sol et le respect de la régénération naturelle. Dans cet état d'esprit, les techniques du bûcheronnage manuel et du débardage à cheval sont particulièrement adaptées. • **contact** : foretbocagere@riseup.net

→ Sciage à façon de poutres et planches, à partir des grumes bûcheronnées : chêne, chataignier, douglas, peuplier ou autres essences.

• **contact** : scieriebocagere@riseup.net

→ Charpente et construction bois : charpente traditionnelle pour maisons neuves ou en rénovation, hangars agricoles, bardage, terrasses, escaliers. Elle intervient aussi bien pour reconstruire le patrimoine détruit par l'état et soutenir le développement de nouvelles activités à la zad (maisons de Saint-Jean, auberge, maison et hangar du GAEC de la Gaitée...), que sur l'ensemble du territoire de la CCEG.



• **contact** : labocagere@riseup.net

– MONSTR est un collectif de sculpteurs, qui conçoit et fabrique des espaces de jeux et poétiques en bois. Leur atelier de sculpture est situé à Bellevue.

• **contact** : contact@monstr.fr

– Les Bâtisseuses est une association de menuisiers bois dont l'atelier est situé à Bellevue.

et un paquet d'autres encore (...)



LA PRISE EN CHARGE DES COUS HAIES ET FORÊTS

la forêt de Rohanne et Abrakadaboïs

La zad abrite un espace boisé de 60ha. La forêt de Rohanne, qui pourrait donner l'impression d'être une forêt en futaie irrégulière, est en fait issue de plusieurs plantations datant de 1948 pour l'essentiel. Elle a commencé à se diversifier naturellement au fil des décennies alors que le territoire était sous cloche en vue du projet d'aéroport. Elle a été le théâtre d'intenses batailles pour empêcher qu'elle soit rasée à l'automne 2012, pendant l'opération César. Divers groupes d'occupant-es avaient alors construits des cabanes en hauteur reliées par des ponts de singe pour protéger les arbres et résistaient à leur expulsion avec l'appui de nombreuses personnes au sol. Après l'échec de l'opération César, la question de l'usage des ressources locales aussi bien en nourriture que pour la construction et le chauffage s'est posée pour les habitant-es. C'est dans ce cadre qu'est né le collectif *Abrakadaboïs* avec comme slogan «sortir du bois, construire en dur!».

Ce collectif a su profiter du soutien de la coopérative de paysan-nés forestier-es de Treynas pour les travaux forestiers, de la filière bois du Goutailloux à Tarnac et de la scierie de la Groulais à Blain pour le sciage, entre autres. *Abrakadaboïs* a adhéré dès ses débuts au *Réseau des Alternatives Forestières* (RAF).

Depuis 2014, chaque hiver, *Abrakadaboïs* organise un à plusieurs chantiers participatifs, formant depuis 11 ans des centaines de personnes aux bases de l'abattage directionnel et sensibilisant à la gestion en sylviculture mélangée à couvert continu (SMCC) en débardage à cheval. Aujourd'hui toute la transformation du bois se fait à Bellevue, au Hangar de l'Avenir. (voir partie habiter le bocage p.17)

Il faut savoir que durant les années pré abandon, la forêt n'était plus administrativement une forêt mais bien un aéroport en devenir... Après l'abandon la forêt, propriété du département, a retrouvé son existence légale et, comme toute forêt publique, soumise à ce qu'on appelle le «régime forestier», qui implique automatiquement une gestion par l'ONF.



Après maintes réflexions, *Abrakadabois* a trouvé sa place en tant qu'« assistant à donneur d'ordre » et acheteur de bois de la forêt de Rohanne. Ainsi les pratiques qui avaient été entreprises par le collectif devenu association continuent d'exister dans un cadre légal via un contrat tripartite ONF/CD44/*Abrakadabois*. Aujourd'hui la forêt de Rohanne continue de s'irrégulariser de manière régulière et le bois désormais racheté sert toujours aux besoins de reconstruction des bâtis du territoire ainsi que de consolidation des activités paysannes, artisanales, sociales ou culturelles.

La dynamique autour de la forêt de Rohanne s'inscrit dans un mouvement plus large pour la protection des forêts. En France aussi, leur exploitation est de plus en plus soumise à des critères productivistes ravageurs. Et la pression augmente en ce sens y compris sur les forêts publiques.

+ d'infos www.alternativesforestieres.org/Abrakadabois-810

• **contact** : abracadabois@riseup.net
 [débardage à cheval] – branchesetcheval@riseup.net
 [scierie] – scieriebocagere@riseup.net
 [pôle bois] – foretbocagere@riseup.net

Le groupe haie

La zad, paysage de bocage, offre plus de 180km kilomètres de haies dont l'apport en terme de biodiversité est majeur. Dès 2013, le mouvement anti-aéroport a replanté des haies sur des parcelles où devaient démarrer des travaux et dont la superficie était importante. Petit à petit un groupe haie s'est constitué pour faire les coupes nécessaires à l'entretien des haies déjà anciennes et produire le bois de chauffage pour les différents lieux. Les membres du groupe ont été progressivement formés à l'art de la haie par des paysan·nes, élagueur·euses et naturalistes passionnés. Aujourd'hui le groupe organise des chantiers de coupe et de redistribution auxquels les différents lieux de la zad qui souhaitent bénéficier du bois de chauffage sont invités à participer. Ces chantiers permettent aussi le chauffage des espaces communs.

La biodiversité et les Noues qui poussent

Les Noues Qui Poussent sont une partie du bocage dense typique de la zone et se trouve située à l'Est de la D281 pas loin des Fosses Noires. C'est donc une mosaïque de nombreuses haies, de prairies, de bois anciens, récents et en formation, de cours d'eau naissants, avec une dizaine de mares et des terrains humides à très humides. C'est un refuge important pour la faune sauvage des campagnes, qui a été préservée par les pratiques paysannes et par l'histoire très particulière de la zone du projet aéroportuaire épargée notamment des ravages du remembrement. Il comporte une partie des populations animales remarquables de la zone : on trouve ici des Tritons marbrés, Grenouilles agiles, Campagnols amphibies, Bouvreuils pivoine, Cisticoles des joncs, Vipères aspic et des foules de Salamandres tachetées les soirs de grandes pluies. Autant d'espèces mascottes qui ont accompagné la lutte, les masques, chars, chants et rituels. On y espère aussi le retour de la loutre, qui a été observée dans ce secteur en 2011 car c'est ici un des seuls passages faciles pour une espèce aquatique entre la Loire et le bassin de la Vilaine.

Avant 2012, une bonne partie était déjà abandonnée parce que considérée trop humide pour être cultivée, mais une autre était couverte de maïs en agriculture « conventionnelle » et généreusement arrosés de pesticides. C'est la zone du Sabot, avec ses occupations très précoces dans l'histoire de la zone, la première grande manif' rurale du mouvement fourches en

main en 2011 pour occuper publiquement des terres et mettre en place un nouveau projet agricole. C'est autour de ce projet maraîcher « le sabot » que se déroulent certaines des principales batailles avec la police au début de l'opération César à l'automne 2012. Cet espace se fait ensuite « zone non motorisée » avec son effervescence et ses dispositions propres, et à l'époque un certain nombre de tensions avec les usages agricoles. Suite à l'abandon du projet aéroportuaire et à la destruction des cabanes qui s'y trouvaient, des personnes issues des *Naturalistes en Lutte* ont pratiqué de nouveaux inventaires sur ce lieu et fondé une association pour accompagner son devenir. L'association *des Noues qui poussent* a échangé sur une convention sur 40ha avec le conseil départemental, qui a la propriété des terrains. La convention avec le CD a été finalisée en 2025. Un plan de gestion est en cours de rédaction.

L'idée en est que *les Noues qui poussent* soit un espace du bocage qui donne une priorité forte à la biodiversité. Une partie doit être laissée en libre évolution, et d'autres espaces doivent connaître une activité agricole, car de nombreuses espèces sauvages animales et végétales ont par exemple besoin de prairies naturelles pour pousser, se nourrir et se reproduire. Des suivis naturalistes permettent de contrôler la pertinence de la gestion choisie. Cet espace sera aussi un terrain pour les activités pédagogiques de *l'École des Tritons*.





— ÇA (SE) PASSE DANS LE BOCAGE —

La zad est une zone rurale avec une densité certaine d'activités autres qu'agricoles et artisanales : événements publics, fêtes, rites, un espace d'appui aux luttes, des accueils de groupes et réseaux, des espaces de formation et de soin. Elle prend ainsi le parti de la circulation plutôt que du repli. Voici ici la présentations d'un certain nombre d'usages, dynamiques et coutumes.

La vie culturelle, artistique et politique de la zad se décline dans divers lieux – Ambazada, Piste-H, Maison Rose, Rolandière, Noé Verte qui proposent régulièrement des concerts, projections, représentations théâtrales, présentations de livres et débats, théâtre, ainsi que des résidences artistiques et leurs sorties. De plus, divers lieux et secteurs d'activités proposent des fêtes annuelles à l'instar de la Noé Verte qui a tenu le pari de 10 jours de rdvs publics pour ses 10 ans, de *Sème ta zad* ou de la fête foraine de la Maison Rose.

— quelques rendez-vous coutumiers et publics dans le bocage

les rituels de la C.A.R – Cellule d'Actions Rituelles

Pour entretenir les communs, pour nous rassembler dans des moments hors réunions, fêtes, chantiers ou actions, pour célébrer le fait de vivre ensemble dans ce bocage si singulier, la CAR ponctue l'année de célébrations païennes - Beltane, Samhain, solstices et équinoxes - lors desquelles nous nous retrouvons fidèlement. Elle propose aussi des formes rituelles pour les grandes fêtes et les moments particulièrement importants dans l'histoire de la lutte et après la victoire contre l'aéroport.

Chansons punks revisitées en mode karaoké ou grands jeux psychomagiques, levée de mat de mai à la main ou redémarrage du soleil à coups de pommes de pin enflammées... C'est souvent très coloré et même pailleté, teinté d'animisme, beaucoup plus drôle que solennel et avec une dimension participative qui met régulièrement l'actualité politique au cœur du jeu. Les rituels sont des moments qui prennent soin de nous et de notre lien au territoire.

17 janvier - fête d'anniversaire de l'abandon de l'aéroport et des luttes en cours



Le 17 janvier 2018 lorsqu'Edouard Philippe, premier ministre, annonce l'abandon de l'aéroport à la télé. Il fait son possible malgré tout pour ne pas donner les raisons réelles de cette décision et cacher ce qui se voit pourtant gros comme le nez au milieu de sa figure : le rapport de force auquel il a dû se plier. Derrière lui sur le fond de l'écran, de joyeux-ses luron-n-s montent sur le phare de la Rolandière pour le lui rappeler et déploient une banderole « Et toc ! » en sabrant du champagne.

Afin de ne pas encourager qui que ce soit, ceux qui gouvernent se doivent de ne jamais laisser paraître qu'illes ont renoncé à

leurs grands desseins du fait d'une lutte populaire. Quand cela est trop flagrant illes se doivent de le faire oublier au fil des années. Nous avons donc décidé que chaque année sur la zad, le 17 janvier serait un jour férié durant lequel on célébrerait le grand mouvement de résistance qui a permis la préservation du bocage.

On y a vu des banquets gastronomiques pour 600 personnes avec des tartes meringuées baladées sur des portes, des balades chantées à travers le bocage, des levers de charpentes pour des reconstructions de maisons détruites, des concours de gâteaux *zone humide* et des bals à n'en plus finir ! C'est aussi un moment où l'on porte des toasts avec d'autres luttes invité-es, ayant obtenu dans l'année des victoires face à des projet d'aménagements destructeurs et qui sont parvenus elles aussi à préserver des terres agricoles, forêts, zones humides et à construire des communs.

les journées portes grandes ouvertes et la découverte en marche des lieux et activités

Chaque année un peu avant l'été, des porte ouvertes sont proposées dans le bocage. On y voit des centaines de personnes en familles ou en groupe de potes arpenter de nouveau ou pour la première fois les chemins de la zad, aller de lieu en lieu, découvrir ce qui s'y fait et finir en fête. C'est le moment idéal pour laisser tomber les préjugés et fantasmes concernant la zad et se faire une idée de visu.

les Intergalactiques & Zadenvies

Chaque été pendant le temps du mouvement anti-aéroport, les associations d'opposant-es organisaient, sur les parcelles menacées, de la zad de grands rassemblements. Des militant-es et organisations de nombreux pays ont ainsi pris l'habitude de se retrouver ici pour échanger sur leurs stratégies et s'épauler. L'équipe de l'Ambazada, appuyée par les camarades basques ou les indépendantistes bretons de *Dispac'h* a pris le relais et organise chaque été des rencontres dites « intergalactiques », avec un riche programme de débats et ateliers politiques animés par des camarades en luttes sur divers continents.

À plusieurs reprises les *Intergalactiques* ont alterné ou voisiné avec des rassemblements *zadenvies* mêlant convergences politiques et nuits dansantes, ou chant lyrique et lancement d'avions en papiers depuis le phare à l'occasion du voyage zapatiste pour la vie.

des espaces et ressources à l'appui des réseaux et luttes

Divers réseaux profitent du privilège des grands espaces de plein air et des infrastructures du bocage pour se rassembler. Le champs des évènements, situé entre l'Ambazada et la Wardine a connu ces dernières années des rencontres de collectifs féministes, de personnes trans (*Par-é-es pour*) ou de réseaux internationaux de soutien aux exilé-es (*Transborder*).

Les ressources matérielles et savoir-faire présents sur la zad – camps mobiles, équipe son, élec... – partent régulièrement se mettre au service de la mise en œuvre de camps d'actions et autres *villages de l'eau*.

Après avoir bénéficié de la présence régulière de comités et collectifs de partout ailleurs, il a été possible ces dernières années pour des collectifs du bocage de consacrer plus de temps à rendre la pareille. Des habitant-es de la zad ont ainsi pu mettre quelques forces dans le combat des camarades paysan-n-es de Saint-Colomban en vue de préserver leur propre bocage



de l'extension de carrières Lafarge, dans la mise en échec de projets successifs d'entrepôts Amazon dans la région ou celui d'une station Total sur des prairies de Vigneux-de-Bretagne. De manière générale et au-delà de la zad, la région ne se laisse plus faire : les aménageur-euses savent qu'elles auront du fil à retordre dans le coin et lâchent régulièrement l'affaire.

Mais si l'on a pu contribuer à sauver quelques milliers d'hectares ici et dans les alentours, ils ne sont malheureusement rien comparés aux surfaces de terres qui continuent à être englouties sous le béton ou accaparées par l'agro-industrie chaque année. Le pari des *Soulèvements de la terre*, dont l'assemblée inaugurale a eu lieu à l'Ambazada, était de constituer pas à pas un mouvement national d'action directe qui se donne pour objectif de renverser la donne. C'est encore tellement loin d'être fait, mais la tentative aggrège et demeure essentielle alors que les forces extractivistes et autres milliardaires carbo-fascistes sont résolument à l'offensive. Les engagements ici sont divers : du très local contre l'intoxication des points de captage d'eau de la Communauté de Communes d'Erdres et Gesvres par les pesticides avec le collectif *Eau secours 44* aux allers retours réguliers dans le Poitou contre les méga-bassines...

la Cagette des terres

La Cagette des terres s'inspire d'une tradition ancrée dans la commune libre de mai 68 à Nantes puis dans les pratiques du mouvement des paysans-travailleurs : alimenter ces luttes, c'est justement les nourrir, notamment avec une partie des productions qui viennent des campagnes proches et de la zad entre autre.

« Ces gestes de ravitaillement nous paraissent primordiaux. Parce qu'ils sont précieux et aident à tenir ; parce qu'ils permettent la circulation et les liens entre les mondes en lutte ; parce qu'il est urgent de s'essayer à des formes de distribution des denrées alimentaires qui cherchent à s'affranchir de l'économie capitaliste. »



Depuis sa création en 2017, la *Cagette des terres* a ainsi sillonné les piquets de grève (des postiers aux métallos en passant par les infirmières), pris part aux mobilisations de jeunes à la fac ou à celle des Gilets jaunes sur les ronds-points, appuyé des initiatives de soutien aux exilés et les manifestations sociales nantaises et participé aux actions des *Soulèvement de la terre* un peu partout sur le territoire. Le réseau y a déployé des petits déjeuners, des banquets, ou organisé la distribution de cagettes aux grévistes. Sa présence est généralement matérialisée par la zbeulinette, remorque au toit rouge, spécialement conçue pour suivre les manifs, faire le service, permettre des prises de paroles et du gros son dansant.

Cette dynamique a échangé avec le très actif réseau de ravitaillement des luttes rennais et des rencontres inter-zbeulinettes visant à la reproduction du dispositif et à la diffusion de cette pratique dans d'autres villes ont même eu lieu sur la zad en 2025.

zad école de la vie

Dans une tribune écrite en 2018 des soutiens de la zad écrivaient :

« Qui a traversé ce territoire, qui a participé à ses chantiers, sait la valeur des forces qui ont pu rénover ces fermes et construire ces cabanes. Car bien loin de l'image autarcique véhiculée à son encontre, la zad est un espace de passage, d'échange, un lieu qui fait école ; école de la vie, mais aussi école de l'habiter et du bâtir. » Ces manières d'apprendre dans le fait d'assumer ensemble et

de manière autonome la prise en soin du bocage continue à travers les années. Si *l'École des Tritons*, a pris ce terme d'«école», on pourrait aussi dire que c'est l'ensemble du territoire qui est l'école. Ces diverses dynamiques souvent informelles, se cristallisent ici en arpentage de livre, ici en semaine de thématiques, là en chantier école de bûcheronnage ou de charpente, tous les mercredis au jardin, mais aussi quand on participe par exemple à un groupe de médiation. Tous ces moments sont une occasion pour qui passe 2 jours, 2 mois, 2 ans, 2 siècles sur la zone d'explorer l'autonomie défendue ici, comme dans mille autres lieux de reprises de savoirs qui gagnent à se multiplier.

NDDL Poursuivre ensemble

Après l'abandon du projet d'aéroport, une partie du bureau de l'association historique ACIPA décrète abruptement qu'elle en a fini de sa tâche au sein du mouvement et prône la dissolution de la structure. Mais une grande partie de ses membres décide au contraire que la lutte est loin d'avoir pris fin. Ils considèrent qu'il y a tout lieu d'accompagner et défendre l'avenir de la zad et de participer à la pérennisation de son expérience. Ils souhaitent maintenir un espace d'organisation contre les «grands projets inutiles et imposés, pour protéger la biodiversité, et s'opposer à la disparition des terres agricoles et de la paysannerie». Une nouvelle association est créée, *NDDL Poursuivre Ensemble*, à laquelle adhèrent immédiatement des centaines de personnes dont pas mal de retraités déters. Avec d'autres vieux camarades de la coordination des organisations opposées à l'aéroport ou du regroupement paysan COPAIN, celles et ceux de *NDDL Poursuivre Ensemble* sont de tous les combats dans la région et de tous les événements ici. Leur fidélité à l'histoire commune reflète la consistance de la communauté de lutte et des amitiés intergénérationnelles qui se sont constituées ici. Leur présence nous honore et nous engage.



les sentiers de Camille

L'idée est partie durant l'années 2016 d'un militant engagé contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, «*Et si on ouvrait des circuits de randonnée sur la zad? Beaucoup de gens croient que c'est impossible d'y marcher, nous savons qu'il n'en est rien puisque nous les parcourons souvent. Faisons-le savoir*».

Cette idée suscite alors le soutien de diverses associations engagées dans cette lutte. Les sentiers de la zad sont nés. À l'époque ils répondent à une triple fonction : œuvrer à une circulation, notamment d'habitant-es voisin-es dans la zone alors que les autorités la présente de manière anxieuse et fermée, participer à l'entretien de communs délaissés par les collectivités locales et renforcer la capacité de défense par les soutiens extérieurs en cas d'attaque en leur faisant connaître les moyens d'y accéder à pied et de s'y mouvoir.

La présentation du projet démarre, puis les repérages, le choix des itinéraires, la cartographie, le débroussaillage, le balisage, l'édition d'une première brochure.

Beaucoup de joyeux chantiers collectifs aboutissent à l'inauguration de la première boucle le 2 juillet 2017, avec plus de 150 personnes. Aujourd'hui le groupe composé d'ami-e-s, habitant-e-s de Notre-Dame-des-Landes, de

ses environs et de la zad s'est monté en association *Les Sentiers de Camille*. Cette fabuleuse bande d'ancien-nes se donne des rendez-vous réguliers pour entretenir les sentiers et se voit toujours engagée ainsi de cette manière et de bien d'autres dans la vie du bocage. Îlles organisent régulièrement des randonnées collective à l'occasion de rassemblements organisés sur la zad et ont édité un nouveau topo.

Pour toute question, remarque, suggestion...
n'hésitez pas à les contacter : sentiersdecamille@gmail.com

Le groupe Tagada autour du soin psy et émotionnel

Tagada est né à l'automne 2022, suite à un travail d'enquête mené en 2021 sur les expériences de soin sur la zad depuis 10 ans, les blessures et traumas plus ou moins collectifs, les attentions et outils pour y faire face et les besoins exprimés pour l'avenir. *« Nous étions un groupe d'habitant-e-s du territoire à avoir envie de nous retrouver pour travailler autour du soutien psy et émotionnel. À sa création, notre groupe se composait d'une dizaine de personnes. Certain-e-s ont des formations professionnelles autour de la santé mentale et d'autres ont appris de façon autodidacte, certain-e-s sont formé-e-s dans le soutien ou accompagnement d'activistes et d'autres non, certain-e-s portent le soin au centre de leur vie et d'autres veulent lui faire de la place, certain-e-s sont usager-e-s de la psy et d'autres pas, certain-e-s sont habitant-e-s de la « zone » ou non. »*

Tagada s'est engagé depuis sur 4 axes de travail : développer la culture du soin et prévenir des risques psycho-émotionnels ; créer ou trouver des lieux de répit ; créer des réseaux de soutien autour de personnes en souffrance ; créer du réseau avec des professionnel-le-s de la santé mentale et d'autres groupes de soutien psycho-émotionnels.

+ d'infos sur le site : tagadasoinsoin.noblogs.org

Prise en charge des violences sexistes et sexuelles – Festivities Fight Sexism / Grapaut



La zad, à l'instar de tant d'espaces sociaux et communautés, a régulièrement failli à prendre en charge les violences sexistes et sexuelles qui survenaient dans son quotidien ou lors d'événements publics. Ses habitant·es se sont essayé·es à diverses manières d'y répondre au fil du temps avec plus ou moins de conséquences.

À l'issue d'un rassemblement *Zadenvies* qui avait connu divers types d'agressions sexistes et un viol, des groupes ont décidé de s'emparer fortement du sujet.

Illes créent entre autre une dynamique *Festivities Fight Sexism* (FFS) pour les événements publics en s'inspirant de protocoles et outils expérimentés ailleurs : interventions régulières de sensibilisation sur scène, maraudes visibles, présence de personnes formées et disponibles pour accueillir une personne qui serait cible de violence ou d'agression, un numéro d'urgence mis en place et joignable à tout moment, des affichages et un infokiosque dédié... Au fil des camps d'actions organisés par les *Soulèvements de la terre*, entre autre, l'équipe FFS a proposé de là encore de réfléchir à des attentions adaptées avec cette fois-ci *Riots Fights Sexism*.

Grapaut est quant à lui un groupe de «suivi d'auteurs de violences sexistes et sexuelles.» Il a été initié par 4 personnes cisgenres : 2 personnes se définissant comme mecs et 2 comme meufs. «*Nous ne sommes pas expertes dans le domaine de l'accompagnement des personnes auteures. Nous n'avons pas tou-te-s les mêmes parcours politiques, personnels et professionnels : certaines personnes du groupe ont une expérience d'accompagnement de personnes auteures de violences ; d'autres une formation professionnelle en accompagnement social, d'autres un parcours de changement à partir d'un passif d'auteur de violences. Nous sommes réunies dans ce groupe parce que nous considérons que l'accompagnement des personnes auteures de violences sexistes est un maillon clé de l'arrêt de ces violences, et qu'un tel accompagnement manque, tant au niveau communautaire qu'institutionnel.*»

Le groupe se donne 2 grands objectifs :

- transmettre et expliquer (sur leur requête) les demandes que les personnes cibles de violences sexistes ont envers les auteurs en ce qui concerne leur sécurité, physique ou émotionnelle, en intégrant l'entourage voire la communauté pour les faire respecter.
- proposer des accompagnements d'auteurs de violences sexistes, en intégrant autant que possible l'entourage voire la communauté, notamment grâce à des outils au changement (ressources, adresses, formations...) pour les auteurs, l'entourage et la communauté.

— S'ORGANISER DANS LE BOCAGE — STRUCTURATION DU MOUVEMENT ET DYNAMIQUES AUTOGESTIONNAIRES

Assemblée des usages

L'expérience assembléiste et autogestionnaire d'organisation du territoire se poursuit sur la zad. Issue de l'assemblée du mouvement qui réunissait chaque mois depuis la résistance à l'opération César en 2012, les différentes composantes du mouvement, l'assemblée des usages est aujourd'hui le principal organe de prises de décisions larges. Elle réunit chaque mois les habitant·es, usager·es des lieux sauvés du projet d'aéroport et soutiens qui ont choisi de maintenir une entité d'organisation et de débat transversal, ainsi qu'un rapport de force commun vis-à-vis des institutions. Ce rapport de force a continué d'impliquer, depuis l'abandon de l'aéroport, des initiatives de luttes et pressions directes, ainsi que la négociation de certains cadres légaux (permis, baux) qui puissent être protecteurs quant à l'usage collectif des terres et bâtis sur le long terme.

L'assemblée s'attache, dans ce cadre, à stabiliser le champ d'expérience et les liens issus du mouvement anti-aéroport. Elle sert d'espace d'échanges d'infos sur les diverses initiatives en cours dans le bocage. Elle statue sur les grandes orientations quant au rapport aux institutions. Elle est un cadre de débat et de décision sur différents aspects de la vie du territoire : l'usage des communs, lieux, terres, outils collectifs, structures d'organisations, soutien aux luttes connexes, événements, solidarités, accueil, liens avec les voisin·es, questions reliées au fonds de dotation...

Depuis plusieurs années l'AdU se penche aussi sur des problématiques de structuration interne et de vitalité des formes d'implication des usagers et de démocratie directe : Comment l'AdU fonctionne, avec quelles

limites? Comment mieux organiser nos moments de concertation collective? Comment prendre des décisions conséquentes, comment en assurer le suivi? Comment éviter les écueils courants de spécialisation, voire d'expertise d'une partie du groupe tandis qu'une autre perd pied dans les problématiques de plus en plus techniques?... Ces questionnements ont mené à la naissance d'un nouvel espace de décision, appelé «la coordination du mouvement» (ou communément «la coordo»), adopté après une année-test.

Coordination du mouvement



Afin de nourrir et d'alléger les assemblées, de revivifier l'implication dans la prise en charge des enjeux du mouvement, cet espace de «coordination» s'est mis en place et se réunit lui aussi une fois par mois. Il rassemble une trentaine de personnes tirées au sort au sein des lieux et des différents espaces d'organisation du mouvement pour un mandat de 6 mois. Ces personnes se penchent, au sein de la coordo, sur un certain nombre de sujets de fond qu'elles mettent en travail afin de formuler des propositions pour les assemblées des usages ou d'assurer l'application et le suivi des orientations prises dans ces assemblées. Cet espace de coordination est un précieux outil de transmission et de compréhension partagée des enjeux techniques et politiques. Au fil du temps, il espère permettre que les rôles et que les spécialisations puissent mieux tourner. La tentative semble porter ses premiers fruits : de nouvelles

personnes arrivent dans les groupes de travail, certain-es se sentent plus légitimes à s'exprimer en assemblée, les participant-es se forment progressivement aux diverses problématiques.

Myriade de groupes

Si l'assemblée rend compte, confronte les points de vue, oriente et tranche, l'organisation collective dans le bocage passe en premier lieu par une multitude de groupes qui prennent en charge des enjeux et outils spécifiques : la commission foncier/paysanne, la commission habitat actuellement en dormance, le groupe haie autour de l'entretien des haies et de la

production du bois de chauffage, l'association *NDDL Poursuivre Ensemble* qui accompagne les projets ici et les luttes dans le coin, *AbraKadaboïs*, le fonds de dotation *la Terre en Commun*, différents groupes liés au soin physique et mental, à la gestion des conflits, à la prévention et l'accompagnement face aux violences sexistes et sexuelles, le groupe son qui intervient pour des fêtes dans le bocage et des mobilisations à l'extérieur, le réseau de ravitaillement et la zbeulinette, des groupes de gestions des espaces publics communs comme l'Ambazada, la salle de concert de la Piste-h, l'auberge des Q de plomb et ses banquets, la bibliothèque du Taslu, l'espace de résidence et ateliers de la Maison Rose, les espaces d'accueil de Bellevue et des Fosses Noires, la caisse évènement, le groupe communication externe...



LES 6 POINTS POUR L'AVENIR DE LA ZAD

Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport

Ce texte en 6 points a pour but de poser les bases communes nécessaires pour se projeter sans la ZAD une fois le projet d'aéroport définitivement enterré.

Il a été rédigé en sein d'une assemblée régulière ayant pour objet de penser à l'avenir des terres une fois le projet d'aéroport abandonné. Assemblée qui regroupe des personnes issues des différentes composantes du mouvement de lutte. Ce texte a été longuement débattu, et plusieurs reprises dans de multiples composantes et espaces d'organisation du mouvement.



Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche bocage.
Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage de ses habitants et de sa diversité de sa flore de sa faune et de tout ce qui s'y partage.
Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :

1. Que les habitant·es, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leur droits.
2. Que les agriculteur·ices impacté·es en lutte, ayant refusé de plier face à l'AGOM (ZAD) puissent continuer de cultiver librement les terres dont elles ont l'usage, recevoir leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.
3. Que les nouveaux habitant·es venu·es occuper la ZAD pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui a été construit depuis 2009 dans le mouvement d'occupation en forme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc.) de formes de vie et de lutte puisse se maintenir et se pérenniser.
4. Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le marché d'AGOM (ZAD) sous la forme de lots précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui déterminent l'usage de ces terres.
5. Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles officielles ou hors cadre et non à l'agrandissement.
6. Que ces terres deviennent une ressource par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leurs mise en œuvre.



Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous toutes et dès aujourd'hui de le faire fleurir et de le défendre.



— une boussole : les 6 points pour l'avenir de la zad sans aéroport.

Les 6 points pour l'avenir de la zad sans aéroport sont le résultat de discussions amorcées dès 2015. Elles portaient du principe qu'il fallait se donner un horizon commun aux différentes composantes du mouvement anti-aéroport en cas de victoire.

Cet horizon était aussi un moyen immédiat de se guider sur le chemin qui nous permettrait d'en arriver là. L'élaboration de cette boussole actait l'idée que nous nous battions désormais autant pour la prise en charge d'un territoire par le mouvement que contre un aéroport. Elle augurait du fait que de tout autres défis nous attendaient une fois l'aéroport défait et qu'il serait d'autant plus difficile de continuer à se tenir ensemble après la disparition de cet ennemi commun. Les 6 points font notamment ressortir le besoin des agriculteurs historiques autant que ceux des occupant·es de continuer à trouver une place qui leur convienne dans un bocage préservé et leurs appréhensions en miroir. Ils établissent un ensemble de critères pour qu'une entité issue du mouvement oriente les usages, les communs et le rapport aux institutions sur le territoire après l'abandon. Les 6 points n'ont pas empêché les déchirements, les expulsions et la vengeance d'État, les désertions ou ruptures avec l'espace commun. L'ensemble des objectifs n'a pas été rempli autant que l'on aurait pu le souhaiter. Mais nous les avons néanmoins partiellement mis en œuvre et ils ont sans aucun doute contribué à se tenir et à garder des repères éthiques et visées stratégiques en des temps périlleux. Ils continuent à dessiner un horizon pour la suite.



TENIR LA PRESSION, ANCER LA ZAD

— stabiliser les bâtis

Depuis l'abandon de l'aéroport le mouvement a œuvré à pérenniser l'existence et l'usage de ce qui avait été d'abord occupé et construit illégalement dans le cadre d'une lutte.

Nous étions alors dans un état d'exception où il n'était de toute façon pas envisageable de demander un permis ou une quelconque location dans un territoire uniquement dédié à la construction d'un aéroport, la Zone d'Aménagement Différée.

Lors de la vague d'expulsions du printemps 2018, la grande majorité des lieux de la zad encore debout, agricoles ou non, décident avec l'appui des organisations du mouvement de se couvrir mutuellement par un dossier de régularisation collective. Celui-ci intègre toutes celles et ceux qui le souhaitent. Le rapport de force et le soutien permettent alors de transiger avec la ligne décrétée par le premier ministre, qui ne veut laisser que quelques exploitant-es agricoles et fermes. Il protège dans l'urgence divers autres types d'usages culturels, politiques, artisanaux, d'habitats collectifs et auto-construits. Lorsqu'un armistice finit par se matérialiser en juin 2018, c'est d'abord via la signature d'un certain nombre de conventions puis de baux agricoles sur les terres que des dizaines de lieux vont trouver un statu quo protecteur. Les démarches administratives engagées par certain-es occupant-es pour se donner un statut paysan et aboutir à terme à une installation officielle vont beaucoup œuvrer en ce sens. Désormais préservé de nouvelles destructions militaires sur les bâtis engagés dans ce pari commun, c'est en premier lieu dans une nouvelle bataille foncière* [voir partie agricoler dans le bocage p.33] que le mouvement s'engage.

De fait, l'ensemble des bâtis investis par les collectifs du mouvement vont rester occupés sans droit ni titre jusque début 2025, une période plus longue qu'entre l'opération César de 2012 et l'abandon. Et ce, malgré le

discours gouvernemental sur la régularisation de la zad. Il faut dire que le chemin, pour parvenir à cette régularisation d'une quantité relativement inédite de bâtis squattés, est semé d'obstacles.

Après avoir voulu le bétonner pendant des décennies, le département s'adapte tant bien que mal et décide de rester propriétaire de la majorité des 1650ha octroyés à Vinci en vue de mettre en avant un projet agricole et environnemental. Il peut alors théoriquement signer des baux sur les bâtis historiques. Mais en ce qui concerne les bâtis construits pour défendre le territoire ou reconstruits après des destructions, les mairies en tant que responsables de l'urbanisme peuvent bloquer les choses. Elles doivent d'abord accorder des permis de construire avant toute forme de contractualisation de baux avec le propriétaire. Si la mairie de Notre-dame-des-Landes accepte le principe politique et juridique de reconstruction «à l'identique» de bâtis historiques détruit du fait du projet d'aéroport, celle de Vigneux est le plus souvent hostile à toute forme de reconnaissance des habitant-es et activités de la zad. Elle pratique ainsi diverses obstructions à l'obtention des permis possibles dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme ou permettant de s'adapter à un état antérieur d'exception. Qui plus est, le département et les mairies se retrouvent en conflit sur les frais à mettre en œuvre pour les restaurations des raccordements réseaux, routes, chemins et fossés qui n'ont pas officiellement été entretenus par les collectivités publiques pendant tant d'années.

De leur côté les occupant-es, via la commission habitat du mouvement, déposent des séries de permis de construire. Illes lance aussi un recours juridique face à un Plan Local d'Urbanisme qui n'admet ni leur existence ni la plupart de leurs activités. Le mouvement bataille avec d'autres en France et dans les environs, pour faire reconnaître le bénéfice écologique et social d'habitats écologiques légers et réversibles en zone rurale ainsi que les solutions existantes de régularisation. Il fait valoir le sens d'un bocage habité par d'autres types d'activités y compris pour que les fermes agricoles soient viables et les vocations paysannes désirables. En parallèle, un long processus de négociations avec le département aboutit progressivement à une entente sur le principe de baux emphytéotiques. Celui-ci s'engage à les contracter avec des associations reliées statutairement au mouvement pour les espaces d'activités et habitats collectifs. Ces baux emphytéotiques courent sur une durée de 35 ans, accordent des droits comparables à ceux du propriétaire aux occupant-es pendant cette durée et ont un loyer modéré. Mais les travaux de rénovation et d'entretien

incombent aux associations créées sur les différents lieux. Contrairement à certaines mairies, le département admet l'ensemble des usages autres qu'agricoles et la prise en charge collective des lieux.

Sur la base de cet accord, le 17 janvier 2025, lors du 7^e anniversaire de l'abandon, un premier lot de baux emphytéotiques - incluant les Fosses Noires, la Noé Verte, les Planchettes, la partie habitée de la Rolandière - est signé. Il s'agissait d'établir un format qui puisse être reproduit pour les autres lieux.

- Un second lot a été finalisé à l'automne 2025 avec des baux signés pour le Tertre, La Grande Noé, la ferme de Bellevue, Le Haut-Fay. Une 3^e et un 4^e sont en préparation incluant les 100 Noms, le Moulin, le Liminbout squat, Saint-jean Ferme, le Rosier, La Gaitée, la Pointe....
- Un accord a été trouvé pour que chaque lot inclut une vente au fond de dotation *la Terre en commun* d'un bâti dédié à des usages communs au mouvement. Les premiers bâtis achetés sont l'auberge des Q de plomb, la partie bibliothèque et accueil de la Rolandière, la parcelle du hangar de l'avenir. La Wardine, l'Ambazada et la Maison Rose devraient suivre.

En tension avec ces avancées, la maire de Vigneux et l'ex-maire de Notre-dame-des-Landes ont enchaîné les attaques publiques sur la zad et le département, en s'appuyant sur la droite locale et les ministres de l'intérieur, dont Retailleau vieil ennemi hargneux du mouvement, en quête de revanche.

Une tribune en soutien aux habitant-es et paysan-nés du bocage a été publiée et diffusée par des membres d'associations, de syndicats et organisations agricoles, d'AMAPs, parents d'élèves, habitant-es des communes voisines. Elle appelle à ce que les «*mairies laissent place à des solutions constructives pour celles et ceux qui font vivre et cultivent notre territoire*». Elle y dénonce les obstructions qui sont faites à la régularisation des lieux et fermes et les tensions suscitées par les menaces de procédures judiciaires et d'expulsion visant certains lieux. La tribune met en avant la manière dont les habitant-es actuel-les ont réussi à «*protéger leur voisin-es des bourgs des nombreuses nuisances qui auraient été engendrées par le projet d'aéroport et mettent en œuvre des expériences écologiques et sociales inspirantes*»... À l'automne 2025 une fête du hameau rassemblant plusieurs centaines de personnes a été organisée à Saint-Jean-du-Tertre pour matérialiser ce soutien et fêter les 11 ans de vie dans ce quartier de la zad. Les démarches

se poursuivent pour que tous les lieux qui le souhaitent obtiennent un bail et de nouvelles mobilisations seront peut-être nécessaires dès cette année si les pressions des mairies se renforcent.

— la Terre en commun, un outil de propriété collective dont le rôle se renforce

Dans les mois qui précèdent l'abandon de l'aéroport, nous nous sommes attaché-es à trouver des formes juridiques qui permettraient qu'une entité collective issue du mouvement soit à même de prendre en charge l'avenir du territoire de la manière la plus conséquente possible.

Certain-es d'entre nous ont alors en tête, en France, le rare précédent historique du Larzac. Après avoir décrété la fin du projet de camp militaire, le gouvernement socialiste du début des années 80 avait accordé un bail emphytéotique sur 60 ans en 1985 et prolongé sur 99 ans en 2013 à une structure foncière formée par les paysan·ns en lutte «la société coopérative des terres du Larzac» (SCTL). Mais l'expérience de la zad paraît beaucoup plus antagoniste au gouvernement Macron lorsqu'il renonce au projet d'aéroport 40 ans plus tard. Et celui-ci n'entend pas concéder un quelconque statut juridique collectif autonomisant à un territoire dont il ne supporte pas l'air de sécession avec la République. Les propositions de convention collective sur l'ensemble du territoire sont ainsi systématiquement retoquées durant les premières phases de négociation.

Une autre option mise alors en travail depuis un moment par le mouvement est celle d'une acquisition des bâtis et des terres par un fonds de dotation qui lui soit relié. L'idée est entre autre inspirée d'expériences comme celle de *Terres de Liens*, ou de ce qui deviendra *Passeurs de terres* et *Antidote*. Ces structures, chacune à leur manière, achètent des terres et bâtis pour protéger l'usage paysan ou collectif. Mais là encore, le département décide de rester propriétaire et refuse de vendre au mouvement.

Nous créons le fonds de dotation *la Terre en commun* à l'automne 2018. Cette structure juridique, entre l'association et la fondation, permet l'acquisition de terres et de bâtis de manière collective, sans système de parts ni d'actions. Cela signifie que le projet ne peut être fragilisé par des personnes voulant récupérer leurs parts, et que le pouvoir n'est d'aucune manière lié aux sommes apportées. Les décisions sont prises par un

Conseil d'Administration constitué de personnes mandatées et non de bénéficiaires potentiels. Il s'agit de créer des formes de propriétés collectives inaliénables dont l'usage ne puisse dévier des critères éthiques décidés initialement par le mouvement. Comme cette structure est d'intérêt général, sur la base de ses critères sociaux et écologiques, elle permet aux donateurs et donatrices de bénéficier de réductions d'impôts à hauteur de 66% des sommes versées.

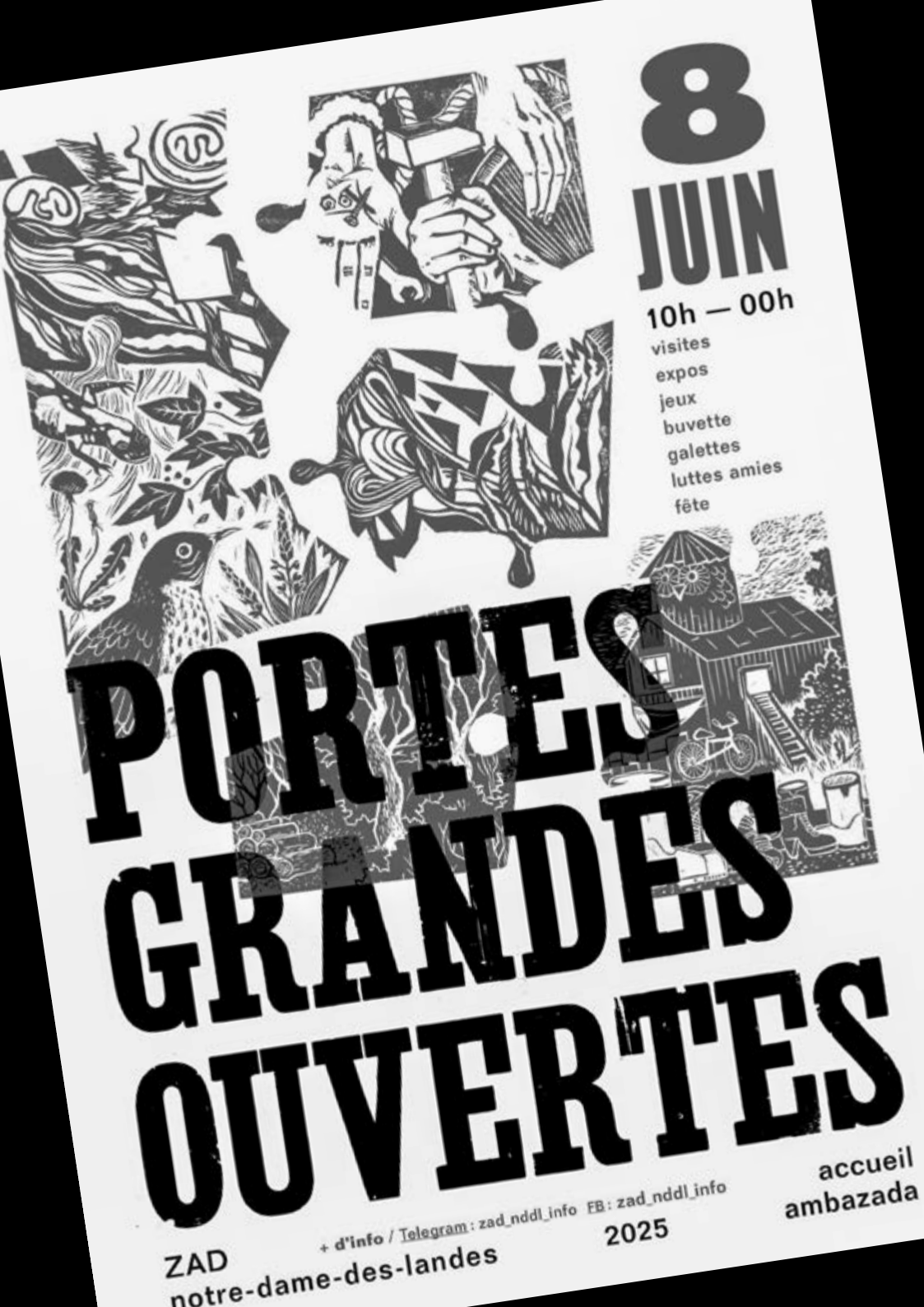
Une première période de levée de fonds permet de récolter environs 1 millions d'euros. Ce succès vient valider la capacité financière du fonds de dotation dans ses revendications vis à vis du conseil départemental, qui reste donc initialement propriétaire de l'entière du foncier qu'il a racheté à l'état. Après plusieurs années d'âpres négociations, nos revendications vont finir par être progressivement et partiellement entendues.

En 2024, *la Terre en commun* devient propriétaire de l'auberge des Q de plomb et de la maison de Claude et Christiane, habitant-es historiques, un accord est trouvé pour que chaque lot de baux emphytéotiques signé inclue une vente à *la Terre en commun* d'un bâti dédié à des usages communs au mouvement. Les premiers autres bâtis achetés sont la partie bibliothèque et accueil de la Rolandière, la parcelle du Hangar de l'Avenir. Pour conforter son activité paysanne avec l'usage d'un grand hangar à Chanais, le GAEC *aux petits oignons* a obtenu une préemption et son rachat par la Safer au profit du Fonds de dotation, contrant ainsi la vente de ce site agricole à un investisseur immobilier privé.

Les décisions majeures d'orientation concernant l'usage des bâtis appartenant à *la Terre en commun* et la signature de baux aux usager-es seront prises via l'assemblée des usages. Celle-ci se donne aussi statutairement un droit de regard en ce qui concerne les usages des bâtis signés en baux emphytéotiques avec le département. C'est une raison majeure de plus pour maintenir la vitalité de cette instance de démocratie directe dans les décennies à venir.

Le fonds de dotation peut aussi financer des projets de rénovation sur ses biens. Après avoir mis en œuvre la restauration de la maison de Claude et Christiane, un grand chantier s'engage cette année sur la bibliothèque du Taslu, l'espace d'accueil et le phare de la Rolandière. Ces travaux et les achats de nouveaux bâtis ou terres vont faire l'objet de nouvelles levées de fonds. Nous tenons ici à remercier plus que chaleureusement toutes celles et ceux qui ont cru en ce pari et ont contribué à ce qu'il se concrétise.

+ d'infos : <https://encommun.eco/fonds-de-dotation-terre-en-commun>



VENIR DANS LE BOCAGE ET S'EN INFORMER

— pour arriver jusqu'ici

La zad c'est grand, donc il y a plein de façons d'y atterrir :

stop

En sortant des grandes villes les plus proches, comme Rennes et Nantes, il y a de fortes chances que vous puissiez tendre le pouce (et si vous avez des places dans votre voiture, c'est chouette de passer par là pour la remplir) :

- **Rennes** : [métro : Henri Freville] : descendre la pente vers Alma et aller de l'autre côté du rond point de manière à se retrouver sur la route de Nantes : hop !
- **Nantes** : [tram : Orvault Grand Val] : faire du stop au rond-point juste après le terminus du tram vers Orvault Bourg puis vers La Paquelais.

covoiturage

Même si on priorise toujours l'organisation hors « réseaux-sociaux-qui-tracent-et-vendent-vos-données-et-collaborent-trop-facilement », vous pouvez demander à des covoiturages de vous déposer sur l'une des deux quatre voies et de finir en stop ou à pied.

transports en commun

— depuis Nantes :

Ligne aléop 371 [Nantes → Blain] – ligne aleop 320 [Nantes → Savenay]
— plusieurs arrêts possibles selon où vous vous rendez, notamment la Boissière ou le Bois rignoux, notamment arrêt Vigneux-de-Bretagne église

<https://aleop.paysdelaloire.fr/>

à vélo

On est à 25 km de Nantes. Pour beaucoup de lieux le plus rapide c'est de prendre la D42 à orvault Bourg, mais il existe mille autre chemins avec cependant des vallons à traverser ou à suivre, le Cens, Le Gesvres... Ou alors on peut mettre le vélo dans le train (la gare la plus proche c'est Saint-Etienne-de-Montluc).

— accueils et dortoirs

Les événements publics et chantiers annoncés sur zadforever.blog mettent régulièrement en place des systèmes d'hébergements pour ces occasions.

- **La ferme de Bellevue** propose un accueil avec dortoir et espace de cuisine collectif les secondes quinzaines du mois.
 - **contact** : plusbellelavue@riseup.net
- **Les Fosses Noires** ont aussi un espace d'accueil et un dortoir (mais depuis ce début d'année 2026 il est néanmoins en travaux en vue de devenir plus confortable).
- **La Rolandière** a un espace infokiosque où trouver des infos papier diverses et variées.

— savoir ce qui se passe sur la zad et prendre des nouvelles

Nous travaillons à revitaliser les divers outils de com' de la zad. Il se font le relais des annonces d'événements, soirées, chantiers sur la zad, ainsi que de petit récits, photos et liens avec des luttes amies.

- Une nouveau site est actif avec des nouvelles de la zad en ligne et un agenda : <https://zadforever.blog>
- L'historique site zad.nadir.org devrait être de nouveau bientôt opérationnel. Il reste une archive très riche de la lutte contre l'aéroport et de la zad jusqu'en 2023
- Les pages Facebook [[zadnddlinfo](https://www.facebook.com/zadnddlinfo)] et instagram [[zad_nddl_infos](https://www.instagram.com/zad_nddl_infos)] sont alimentées, ainsi qu'une boucle télégram [[@zad_nddl_infos](https://t.me/zad_nddl_infos)]
- La biblio du taslu a un petit site aussi : <https://letaslu.noblogs.org/>

- Enfin et pour celles et ceux qui ont de bonnes raisons de privilégier les mails aux GFAM, nous remettons en place une lettre d'infos régulière [zad-nddl-infos](mailto:zad-nddl-infos@noise.autistici.org) à laquelle vous pouvez vous abonner ici : <https://noise.autistici.org/mailman/listinfo/zad.nddl.infos>

— cinéZad

Parmi la myriade de films sur la zad quelques docus récents se sont attachés à montrer ce qui s'y passe et des pans de son histoire avec des angles d'approche forts différents.



- **Direct action** de Ben Russel et Guillaume Cailleau, propose une immersion dans les geste quotidiens du bocage pour finir dans les champs de Sainte-Soline contre les méga-bassines. Celui-ci s'est accompagné d'un livre « Direct Action » qui propose une série d'entretiens et textes écrits par de nombreux-ses habitant-es de la zad.
- **Retours vers nos futurs** de Despina M. retrace à travers les témoignages d'une quinzaine d'habitant-es les débats et conflits qui ont traversé l'expérience d'une zone sans police et le chemin vers l'abandon de l'aéroport.
- **Forêt rouge** de Laurie Lassalle qui donne à voir intensément la vie, les résistances, les chantiers et fêtes sur la zad pendant la période charnière de l'abandon de l'aéroport.



